

INSTRAW

nouvelles

FEMMES ET DEVELOPPEMENT



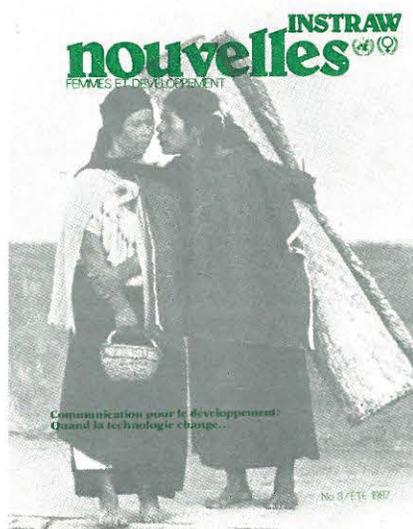
**Communication pour le développement:
Quand la technologie change...**

1987 I
TEC-GLO
FR

No. 8/ETE 1987

Sommaire

- 2 LA FEMME ET L'ECONOMIE MONDIALE
Quel est l'impact de l'économie internationale sur la femme des pays en développement? Une étude récente recherche les liens qui existent entre la situation locale et la situation internationale.
- 4 REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTRAW
Au cours de sa 7ème session, le Conseil d'administration analyse les programmes et planifie les activités.
- 6 LES MUTATIONS DES TECHNOLOGIES
Sont-elles un atout pour la femme de pays en développement?
- 8 NOUVELLES TECHNIQUES DE COMMUNICATION
Peuvent-elles être mises au service du développement?
- 9 LA FEMME, LA TECHNOLOGIE ET LE DEVELOPPEMENT
Cette fois-ci la femme ne peut pas être laissée à la traîne.
- 10 BIBLIOTHEQUES PORTATIVES
De nos jours, toute une bibliothèque peut être stockée sur un petit disque compact que l'on peut emmener partout. Quelles sont les retombées de ce progrès technique pour les activités de développement?
- 12 DONNEES: CE QU'ON CONNAIT SUR LA FEMME
Un rapport examine les points faibles et les points forts des données sur la femme dans les pays en développement.
- 14 REVENU NATIONAL ET TRAVAIL FEMININ
La Commission des statistiques des Nations Unies se réunit à New York.
- 15 L'IMPORTANCE DE LA PRECISION
Quelques problèmes de saisie des données dans le Sud-Est asiatique.
- 16 LA FEMME AFRICAINE DANS LE SECTEUR INFORMEL
Elle a des besoins spécifiques dont ne tient pas compte la planification multi-sectorielle.
- 17 PROJETS CREATEURS DE REVENUS
Une vision critique.
- 18 FEMMES AGRICULTRICES
Elles alimentent le monde entier presque sans aucune aide ni rétribution.
- 19 LA FEMME, L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT
Un ensemble de modules de formation pour les planificateurs du développement et les organisations féminines.
- 35 LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME
A New York, Genève, Vienne, Saint-Domingue:
le monde entier a célébré le 8 mars.
- 37 UN MESSAGE DE JOIE
Les chanteurs des Nations Unies répandent musique et amitié pour les peuples du monde entier.



En couverture: *Communication dans les rues de Quito, Equateur.* (ONU/K. Muldoom)

Départements

- 1 EDITORIAL
La femme est en train de transformer la conception du développement.
- 22 FEMMES ET DEVELOPPEMENT:
LE DEBAT CONTINUE AUX NATIONS UNIES
- 25 NOUVELLES DES REGIONS
- 28 NOUVELLES IDEES A L'EXTERIEUR DES NATIONS UNIES
- 31 BIBLIOTHEQUE

Rédaction: Dunja Pastizzi-Ferencic, Krishna Ahojja Patel, Mercedes Sayagués.
Production et distribution: Carol Haleby, Vicky Díaz Newman.
Mise en page: Ninón de Saleme.

Editorial

La femme, le changement et le développement

Si l'on veut que les maigres progrès réalisés par la femme des pays en développement au cours de la dernière décennie soient confirmés et poursuivis, quelque chose doit changer dans la manière dont le développement est conçu. Ce numéro d'INSTRAW Nouvelles étudie quelques tendances récentes dans la théorie et la pratique du développement et leurs répercussions pour la femme du tiers monde.

Une étude récente de l'INSTRAW —maintenant sous forme de livre édité par Oxford University Press— analyse ces maigres progrès dans le cadre de l'économie mondiale (pages 3 et 4).

Un rapport encore en cours d'élaboration sur la femme et la technologie nous présente une vue d'ensemble de la manière dont le transfert de technologie a affecté la femme des pays en développement, son rôle, ses possibilités d'emploi et sa qualité de vie (pages 6 et 7).

Les nouvelles techniques de communication renferment des possibilités fabuleuses, et c'est maintenant le moment de les explorer. Dans le passé, chaque fois qu'il y a eu mutation technologique, la femme a été la dernière à le savoir... et cette marginalité lui a coûté très cher. La vie, les qualifications et les emplois des femmes peuvent être dévalorisés par la technologie ou revalorisés. Tout dépend de la manière dont la technologie est appliquée et de ceux qui la contrôlent.

Laissons parler les faits. Un petit disque compact (DC) peut contenir près de 220.000 pages de texte. Avec un seul DC, un ordinateur personnel et une imprimante, la femme pourra, même au fin fond de la campagne, avoir toute une bibliothèque à sa disposition (page 10).

Renversant? Mais oui! Pensez donc à ce que cela signifie en termes de facilitation de l'accès à l'information, de diminution de la brèche qui sépare le centre et la périphérie de notre village planétaire plein d'inégalités. Mais comment relier ces progrès techniques aux femmes qui pilent le café ou repiquent le riz avec des outils rudimentaires, au prix d'un travail éreintant?

Il faut de toute urgence combler une autre brèche encore: les données sur la femme. Pourquoi est-ce que les données de meilleure qualité concernent la fécondité féminine? Un autre rapport étudie et explique les points faibles et les points forts des données sur la femme des pays en développement (pages 12-14).

Dès que la dimension féminine est prise en considération, la théorie et la pratique du développement changent complètement. Bien sûr, il se produit, et c'est inévitable, une certaine résistance aux changements. Mais on assiste également à une prise de conscience croissante dans le monde entier du prix élevé qu'il faut payer pour l'inertie et la complaisance. Certes, nous vivons une période de crise, mais chaque crise est aussi l'occasion de faire avancer les progrès sociaux. □

La femme et l'économie mondiale

On a besoin de politiques nouvelles pour le développement

Au sein des relations économiques internationales, quel rôle joue la femme? Comment la femme se débrouille-t-elle dans la crise qui touche le monde entier? Un livre paru tout récemment —une étude de l'INSTRAW réalisée par Susan Joeekes qui fait le point de plusieurs études menées antérieurement— analyse l'impact que les tendances à long terme de l'économie mondiale ont actuellement sur les femmes des pays en développement. Le dernier chapitre recommande une série de politiques fondées sur des résultats de recherches. En voici un extrait.*

L'actuel climat économique international est fondamentalement hostile au développement. Les perspectives de l'emploi ont diminué de façon alarmante depuis 1980. Les taux d'intérêt réels atteignent des niveaux sans précédents; l'afflux de fonds étrangers destinés à des investissements de développement s'est pratiquement tari; et les cours des matières premières ont, ou bien fortement fluctué, ou bien décliné constamment. Dans la plupart des pays règnent l'instabilité et l'incertitude.

Dans l'allocation des ressources économiques mondiales prime une grande inégalité. Il y a des domaines

où le gaspillage est particulièrement évident. (...) D'abord, il est urgent d'alléger par une action internationale concertée et cohérente le fardeau qu'est la dette extérieure de nombreux pays en développement. Il s'agit là d'une responsabilité qui concerne toute la communauté internationale et qui ne saurait se limiter à une résolution fragmentaire des difficultés de chaque pays au moyen de palliatifs à court terme. Ce n'est qu'à travers une réforme globale et une renégociation du système financier international que l'on pourra détourner le capital des activités spéculatives génératrices d'instabilité et le

mettre au service du développement.

On peut même dire que la femme constitue la ressource la plus sous-utilisée à niveau mondial. Pour de nombreuses raisons culturelles, sociales et économiques —qui s'auto-perpétuent si on ne prend pas de mesures pour rompre le cercle— on a limité les possibilités qu'ont les femmes de choisir un métier et la rétribution qu'elles en retirent, réduisant ainsi leur productivité. Dans la plupart des cas, le travail féminin reste peu productif, sous-qualifié et sous-payé.

L'amélioration de la situation économique de la femme a un rapport direct avec la situation internationale. En premier lieu, une augmentation de la participation féminine dans le secteur moderne va de pair avec une plus grande compétitivité sur les marchés internationaux, comme l'a démontré l'expérience de nombreux pays en développement. Il faut donc prendre des mesures qui stimulent la participation économique de la femme par le biais de services éducatifs et sociaux. Compter que la pauvreté et le besoin économique obligeront davantage de femmes à chercher un emploi, et ce au prix d'une aggravation de leur fardeau de travail, n'est pas une bonne solution.

Progrès et reculs

L'une des conclusions de cette étude a été qu'au cours des vingt dernières années, l'expansion de l'économie internationale a contribué à augmenter le nombre d'emplois rémunérés exercés par des femmes dans les pays en développement et a influencé la composition sectorielle des emplois féminins en faveur de l'industrie. Etant donné que les salaires industriels sont généralement supérieurs à ceux des secteurs agricole et tertiaire, le développement des échanges internationaux a contribué favorablement à élever, dans certaines professions, les revenus des fem-



La Directrice de l'INSTRAW, Mme Dunja Pastizzi-Ferencic offre l'étude "La femme et l'économie mondiale" au Secrétaire général des Nations Unies, M. Javier Perez de Cuellar (avril, 1987).

mes par rapport à ceux des hommes.

D'une manière générale, le commerce international a favorisé la situation économique de la femme. En terme de création nette d'emplois, la femme a surtout été avantagée dans les pays qui sont devenus de prospères exportateurs de produits industrialisés. Mais il ne s'ensuit pas pour autant que "la promotion des exportations" de produits manufacturés, dans son sens habituellement limité, constitue une politique correcte dans l'état actuel de l'économie mondiale. Si, comme c'est le cas aujourd'hui, le commerce mondial reste pratiquement stationnaire, une offre accrue réduirait simplement la part des exportateurs existants.

Par ailleurs, en ce qui concerne les deux branches de produits manufacturés où se sont spécialisés les pays en développement (les textiles et l'électronique), d'une part il existe des barrières protectionnistes dans les pays importateurs riches, et d'autre part, les progrès technologiques neutralisent l'avantage relatif des pays en développement. Ces facteurs diminuent la capacité exportatrice des pays en développement.

Nous avons montré que la situation internationale est pertinente pour la femme dans tous les secteurs, même pour de nombreuses activités apparemment éloignées des marchés internationaux. Il faut donc une grande variété de politiques visant à consolider la position de la femme là où des progrès ont déjà été réalisés, à neutraliser les effets nuisibles des influences internationales et à lutter contre les conditions qui maintiennent la femme dans une position inférieure à l'homme au niveau de l'emploi rémunéré.

Cette évolution négative de la condition féminine concerne surtout le futur. Mais, dès maintenant, des facteurs internationaux sont déjà responsables d'une grande quantité d'effets néfastes pour la femme.

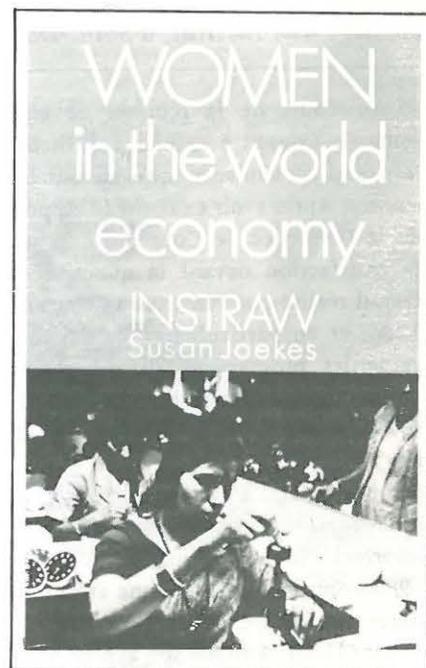
Parmi ces facteurs, le principal est la ruine économique qui sévit dans de nombreux pays en développement —l'Asie de l'Est mise à part—pays pris au piège de l'endettement extérieur et touchés par l'effondrement de la production et des revenus individuels, pendant la pire récession généralisée de ces cinquante dernières années. Il semble bien que les femmes aient été les plus durement touchées par cette conjoncture, aussi bien en tant que travailleuses rémunérées qu'en tant que gérantes des ressources du ménage.

L'aspect de la division des sexes

En attendant, les "programmes d'ajustement" conçus pour aider les pays à sortir de la crise économique doivent tenir compte de l'aspect sexuel et examiner son impact sur la condition féminine. La situation de la femme face à l'emploi doit être étudiée séparément, vu que le cliché selon lequel la femme ne fournit qu'un revenu complémentaire à sa famille qui a déjà un soutien masculin, est loin d'être vrai partout.

Un pourcentage élevé et certainement croissant de ménages —il était, récemment, de l'ordre d'un sur quatre— dans les pays en développement, ont une femme comme chef de famille. Des millions d'enfants dépendent donc des revenus produits par les femmes pour mener une vie meilleure. En outre, il est de plus en plus évident que dans les familles à faibles revenus, la santé et la nutrition des enfants dépendent davantage des revenus de la femme que de ceux des hommes.

Il est particulièrement important de prendre des mesures visant à consolider la position de la femme là où des facteurs internationaux sont déjà responsables de quelque progrès. La tendance actuelle semble indiquer que, si cela ne se fait pas, une régression pourrait fort bien se produire.



On considère souvent que les mesures visant à améliorer la condition féminine menacent d'autres intérêts acquis. Même quand ceci n'est pas vraiment le cas, comme lorsque les mesures qui améliorent la productivité des femmes établies à leur compte profitent tout autant aux consommateurs qu'à la travailleuse elle-même, ou, lorsque, en fait, l'accroissement de la productivité et des revenus de la femme profitent à tous, il est certain que ces améliorations risquent d'accroître la capacité de négociation de la femme.

Que ce soit au niveau local, national ou international, l'amélioration du pouvoir de négociation politique et économique est l'objectif final et l'instrument le plus efficace de la réforme. Non seulement les femmes, mais aussi les hommes, les enfants et la société toute entière seront les bénéficiaires du changement. □

* Etude de l'INSTRAW, réalisée par Susan Joekes, Oxford University Press, 1987, 161 pages, anglais.

Réunion du Conseil d'administration de l'INSTRAW à Saint-Domingue

Du 2 au 6 février 1987, le Conseil d'administration a tenu sa septième session au siège de l'Institut, à Saint-Domingue (République dominicaine).

Au cours de la réunion de cinq jours, le Conseil a amplement discuté les neuf documents qui lui ont été soumis. Après avoir examiné le rapport de la Directrice, le Conseil a exprimé sa satisfaction devant la quantité de travail réalisé par l'Institut au cours de 1986, et en particulier en ce qui concerne les programmes d'amélioration des statistiques et indicateurs relatifs aux femmes dans le développement. Les résultats de la réunion du groupe d'experts visant à évaluer la production et les revenus féminins dans le secteur informel (Saint-Domingue, octobre 1986) ont fait l'objet d'une attention toute particulière.

Le Conseil a donné son accord total aux nouvelles méthodes créatives de

formation utilisées par l'Institut en 1986, ainsi qu'à l'ensemble de modules de formation polyvalent concernant *La femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement*, préparé conjointement par l'INSTRAW et le Centre de Turin de l'OIT.

Le Conseil a également examiné les nouveaux programmes élaborés par l'INSTRAW: technologie et participation féminine au développement, et les résultats de l'enquête mondiale sur les femmes dans le développement (WID), tous deux entrepris en 1986.

Au cours des débats sur l'expansion du programme de communication, de documentation et d'information, le Conseil a donné, entre autres, son approbation à une plus grande utilisation des nouvelles techniques de communication, ce qui permettrait à l'INSTRAW d'atteindre davantage de femmes dans le monde entier.

La septième session du Conseil s'est révélée particulièrement importante, du fait qu'elle a approuvé les grandes lignes du plan à moyen terme de l'INSTRAW pour 1990-1995, lequel sera compatible avec le plan à moyen terme de tout le système des Nations Unies en ce qui concerne les femmes dans le développement. Le Conseil a pris note du fait que plusieurs domaines prioritaires de ce plan ont déjà été réalisés dans le cadre du programme de travail de l'INSTRAW et il a donc insisté sur le fait que l'Institut devrait exercer une étroite supervision des nouvelles tendances de recherche et de formation en ce qui concerne l'élaboration des politiques sur les problèmes de WID.

L'un des principaux points de l'ordre du jour se rapportait à la coopération entre l'INSTRAW et les cinq Commissions régionales des Nations Unies (CEE, CESAP, CEPALC, CEA et CESA). Etant donné les buts que poursuit l'INSTRAW, les Commissions constituent le meilleur canal existant pour renforcer les programmes sur les questions de WID dans le monde entier. Le Conseil a donné son accord à l'intensification de la coopération entre l'INSTRAW et les Commissions et à l'amélioration des échanges d'information avec celles-ci.

Le Conseil a voté en faveur de trois nouveaux points focaux de coopération avec l'INSTRAW au niveau national.

Les membres suivants ont siégé au Conseil: Inés Alberdi (Espagne), Daniela Colombo (Italie), Fabiola Cuví Ortiz (Equateur), Ingrid Eide (Norvège), Elena Atanassova Lagadinova (Bulgarie), Zhor Lazrak (Maroc), Achie Sudiarti Luhulima (Indonésie), Lin Shangzhen (Chine), Siga Seye (Sénégal) et Berta Torrijos de Arosemena (Panama). Mme Luhulima a été élue Présidente, Mme Cuví Ortiz, Vice-Présidente et Mme Lagadinova, Rapporteur.

Les membres de droit du Conseil étaient une représentante du Secrétaire général, Mercedes Pulido de Briceño; les représentants des cinq Commissions régionales: John Kelly (CEE), Sonia Cuales (CEPALC), Diaroumeye Fatoumata Agnes (CEA), Amina Adams (CESAO), Rosa Linda Miranda (CESAP); une représentante du pays hôte, Jacqueline Malagón, et la Directrice de l'Institut, Dunja Pastizzi-Ferencic. □



Signature d'accord avec le Gouvernement dominicain

Un événement important a eu lieu au cours de la session du Conseil d'administration. Le 4 février 1987, le gouvernement dominicain et les Nations Unies ont signé l'Accord de base qui prolonge indéfiniment l'arrangement existant actuellement entre le pays hôte et l'INSTRAW.



Saline en Thaïlande

UN/O. Monsen

L'ECOSOC examine le rapport du Conseil de l'INSTRAW

Au cours de sa première session ordinaire de l'année 1987, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a examiné le rapport de la Septième session du Conseil d'administration de l'INSTRAW.

Par une résolution, présentée conjointement par 35 Etats membres*, l'ECOSOC a exprimé sa satisfaction devant l'ampleur et l'intérêt du travail

* Pays ayant parrainé la résolution: Argentine, Autriche, Bolivie, Bulgarie, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Equateur, Espagne, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Indonésie, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Mexique, Nigéria, Panama, Pérou, Philippines, République Dominicaine, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre.

accompli par l'Institut au cours de 1986, tout particulièrement dans le domaine des statistiques et des indicateurs, de la femme au sein du secteur économique informel, et des méthodes créatives de formation pour les femmes dans le développement. En prévision de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi et du plan à moyen terme relatif aux femmes et au développement, la résolution recommande l'éla-

boration de méthodes spéciales qui favoriseraient des approches multidirectionnelles pour les programmes et les projets relatifs aux femmes et au développement et pour l'évaluation de leurs résultats.

La résolution demande également une coopération plus étroite entre l'Institut et les Commissions régionales, sous la forme d'activités réalisées en commun selon les besoins de la région et sur la base d'une répartition équitable des coûts. Finalement, la résolution invite à nouveau les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les autres donateurs possibles à contribuer au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'INSTRAW. □

Les mutations de la technologie...

Sont-elles un atout pour les femmes des pays en développement?

Au cours des dix dernières années, des innovations scientifiques et des technologies nouvelles ont été transplantées, à vaste échelle, dans les pays en développement. Les modernisations introduites balayent toute la gamme, de l'amélioration des outils manuels agricoles, les tracteurs, les engrais et les systèmes d'irrigation, jusqu'aux installations industrielles modernes construites à l'instigation des gigantesques corporations transnationales, et, beaucoup plus récemment, la technologie microélectronique et l'automatisation appliquées à tous les secteurs.

Quel a été l'impact de ces faits nouveaux sur la femme des pays en développement qui affronte des structures économique et sociale en évolution rapide? Sa qualité de vie s'est-elle améliorée et son épais volume de travail a-t-il diminué, la libérant en faveur d'occupations plus gratifiantes du point de vue économique et personnel ou est-elle, au contraire, plus marginalisée, plus pauvre et plus démunie que jamais? Au fil des années, ces questions ont reçu des réponses contradictoires.

Le concept, autrefois accepté, selon lequel le transfert de technologie est, pour les pays en développement, une imposition externe, généralement contre-indiquée, est désormais amplement rejeté, compte tenu des technologies nouvelles qui, au sein d'une économie mondiale de plus en plus interdépendante, sont devenues non seulement inévitables mais encore un facteur vital pour améliorer le niveau de vie des populations les plus démunies du monde. Dans quelques cas isolés, l'adoption de la technologie a même été le point de départ de progrès très nets des conditions de travail et de vie auparavant infra-humaines.

Cependant, en dépit de ses avantages manifestes et de son énorme potentiel, la technologie a trop souvent mené à la stagnation économique et sociale ou même à la régression d'énormes contingents de femmes défavorisées.

L'impact du progrès technologique sur la femme et la contribution de celle-ci à ce progrès ont été, jusqu'à ces derniers temps, pratiquement ignorés par les chercheurs, les statisticiens et les planificateurs.

L'INSTRAW a mené plusieurs études en profondeur afin d'établir une relation entre le matériel relatif à la femme et les changements technologiques recensés au cours de cette période. Les recherches ont mis en évidence quelques tendances remarquablement convergentes, malgré des variations prévisibles, dues à des facteurs géo-politiques, sectoriels et classistes.

Transfert de technologie

Le transfert de technologie a surgi pendant une période de détérioration de l'économie mondiale jamais vue jusqu'alors. Les prédictions selon lesquelles le transfert bénéficierait automatiquement aussi bien aux hommes qu'aux femmes, directement ou par retombées indirectes, ont été frustrées par deux longues récessions, une dilapidation généralisée des ressources à cause d'un conflit armé, des taux de croissance sans précédents de la population et des migrations, et une sérieuse dégradation de l'environnement.

Sur cette toile de fond, la brèche entre les pays en développement et les nations industrialisées s'est agrandie au lieu de se rétrécir, comme l'a confirmé la Conférence mondiale de Nairobi, qui a marqué la fin de la Décennie des

Les femmes peuvent-elles mettre la technologie au service d'un futur meilleur? Celle-ci peut-elle contribuer à créer un développement équilibré — un développement qui aurait relativement moins d'effets négatifs sur les femmes: perte d'emplois, volume de travail accru, statut inférieur, moindre contrôle sur leur propre vie? Il est possible de maîtriser le pouvoir des technologies nouvelles afin de les mettre au service des femmes et d'améliorer la qualité de leur vie. Cela pourrait se traduire en une technique de pointe accessible aux femmes — mais y parvenir prendra du temps.

Nations Unies pour la femme. Les inégalités régnaient se sont encore accentuées davantage.

Inégalité d'accès à la technologie

Au terme de la Décennie, très peu de femmes, dans les pays en développement, avaient été touchées par la technologie moderne ou y avaient participé. La modernisation introduite dans les communautés rurales et les industries artisanales ne s'adressait pas aux femmes. On ne les a consultées que rarement sur le choix d'une technologie ou sur la façon de s'en servir. Au moment où l'automatisation a transformé la production industrielle, la femme n'a pas participé sur un pied d'égalité aux programmes de formation professionnelle et de recyclage. Elles ont, de ce fait, été licenciées ou reléguées à la chaîne de montage. Pourquoi les femmes continuent-elles à avoir un accès si limité aux ressources et aux avantages de la technologie moderne?

Pour commencer, les femmes occupent une place de subordination dans la société due au fait que leur travail est invisible sur le plan économique, même si en termes réels elles assument le plus souvent un volume de travail supérieur à celui de l'homme. Leurs multiples responsabilités les empêchent d'assister à des cours de formation professionnelle et de faire partie du marché du travail salarié. La planification familiale et les crèches font encore cruellement défaut. Les femmes sont systématiquement moins bien nourries et moins bien soignées.

Deuxièmement, la femme reçoit presque toujours une instruction et une formation professionnelle inférieures du fait des coutumes ancestrales et des clichés sexuels qui dominent les pro-

grammes d'études. Cette discrimination est encore plus profonde quand il s'agit des connaissances scientifiques et techniques. Pour cette raison, la plupart des femmes qui travaillent occupent des postes d'ouvrières non-qualifiées, ceux-là même que la mécanisation rend superflus.

Troisièmement, la femme n'a souvent pas accès aux prêts nécessaires pour pouvoir investir en technologies modernes, du fait de son absence d'aval. Dans certains cas, son salaire est payé directement à l'homme du ménage; la tradition l'empêche souvent de posséder des terres. La femme n'a pas, non plus, de connaissances de comptabilité ni de gestion financière.

Quatrièmement, la femme n'est que rarement syndiquée. Ses patrons et les membres masculins de sa famille la dissuadent de s'affilier à un syndicat. Elle ne contrôle qu'à peine le choix et l'utilisation des technologies nouvelles du fait de son éloignement persistant, à tous les niveaux, des organes de conception des politiques et de prise de décision.

L'inégalité d'accès de la femme à la technologie est l'une des principales causes de sa stagnation économique et sociale. Il est indispensable que ceci change du tout au tout, non seulement dans son propre intérêt, mais encore en tant que condition préalable de la récupération économique des nations en développement.

Vu que les gouvernements commencent à se rendre compte des avantages potentiels que représente pour les économies nationales l'intégration de la femme en qualité de membre actif au développement, et inversement, du coût en terme de productivité dérivé de l'exclusion de celle-ci, ils vont commencer à affecter des ressources croissantes en faveur de la participation

de la femme, sur un pied d'égalité avec l'homme. La question est de savoir si cette prise de conscience se fera à temps pour éviter l'établissement de patrons irréversibles, juste au moment où l'ère de la technologie se lève pour les pays en développement.

Une nouvelle approche

Les projections réalisées par la Conférence mondiale de Nairobi étaient loin d'être optimistes: les niveaux de l'emploi, des revenus, de l'éducation et de la situation sanitaire de la femme continueront probablement à se dégrader, à moins que des mesures énergiques ne soient prises de toute urgence. La situation s'aggravera considérablement au fur et à mesure qu'augmentera le nombre de ménages ayant une femme comme chef de famille. Malgré cette évaluation terrifiante, il est encore temps de prendre des mesures qui démentent ces pronostics décourageants.

Il faudra, en particulier, tout mettre en oeuvre afin de garantir un ordre économique plus équitable, une distribution plus équilibrée des ressources mondiales et un développement plus uniforme des secteurs rural et urbain. Les programmes de transfert de technologie devront tenir compte des caractéristiques spécifiques régionales et locales, afin d'éviter la rupture d'un équilibre économique et social établi depuis longtemps. Les programmes de technologie devront inclure également les soins à donner aux enfants, le transport, le recyclage et les facilités de prêts. La femme devra participer aux projets de développement d'importance depuis la prise de décision jusqu'à leur exécution et s'affranchir de la sorte du ghetto de l'assistance sociale. □

Alors que dans les pays développés l'un des principaux problèmes consiste à éviter d'être submergé par l'information, dans les pays en développement il s'agit plutôt d'obtenir l'information, quelle qu'elle soit.

Le premier pas vers une utilisation efficace des techniques de communications en faveur du développement con-

siste donc à établir ce qu'on appelle d'habitude "le maillon manquant", ou, d'une manière plus générale, toute l'infrastructure nécessaire pour permettre et garantir l'accès à l'information. Généralement, les pays en développement n'ont, jusqu'à présent, accordé qu'une priorité très relative aux communications. On mettait surtout

pleinement exploitées. Des études réalisées en Inde, par exemple, montrent que 60% des femmes rurales et 30% des femmes des zones urbaines se plaignent de n'avoir jamais écouté la radio.

Très peu d'évaluations ont été réalisées sur la productivité des projets de communication/développement. Quelques unes suggèrent que ces projets ont réussi à introduire quelques changements, d'autres, qu'ils ont permis de consolider des changements déjà en cours. Mais assez peu de projets ont eu du succès. Où est le problème?

Malgré d'importants problèmes de planification, d'exécution et de financement, des difficultés techniques, le manque d'équipements, etc., le problème ne réside pas dans l'achat ni dans l'installation des appareils, mais comment confectionner des logiciels complets, utiles, appropriés et pertinents. Comment élaborer du matériel de formation et de l'information pour le développement qui garantissent une expansion égalitaire et la participation du peuple.

Si le développement signifie donner le contrôle de leur propre vie à des millions de personnes qui sont, actuellement, privées de toute influence sur celle-ci, privées de la possibilité d'être productives, par manque de nourriture, d'argent, de qualification et à cause d'autres obstacles, c'est à dire, si le développement signifie progresser vers une société de participation, alors, oui, les communications pourront instruire ces personnes et rendre la parole à ceux qui, pour le moment, ne peuvent pas se faire entendre.

Le potentiel des nouvelles techniques de communications est énorme, l'éventail des applications et des utilisations est stupéfiant. Maintenant que technologiquement tout ceci est possible, comment allons-nous faire pour maîtriser toute l'information qui va augmenter exponentiellement au cours des dix prochaines années? Etant donné que notre planète est chaque fois plus indépendante, comment allons-nous partager l'information et réduire la brèche qui existe entre pays développés et en développement? □



Peuvent-elles être mises au service du développement?

l'accent sur le *coût* des techniques de communications et bien peu sur le rôle de celles-ci dans la formation des ressources humaines.

Quel est le rôle des communications dans le développement?

L'impact des communications sur les gens et la société n'est pas facile à évaluer. A la différence des investissements en nouveaux engrais, par exemple, où un facteur de production donné peut provoquer une augmentation de la production susceptible d'être mesurée, les communications ne se prêtent pas à des calculs de ce genre.

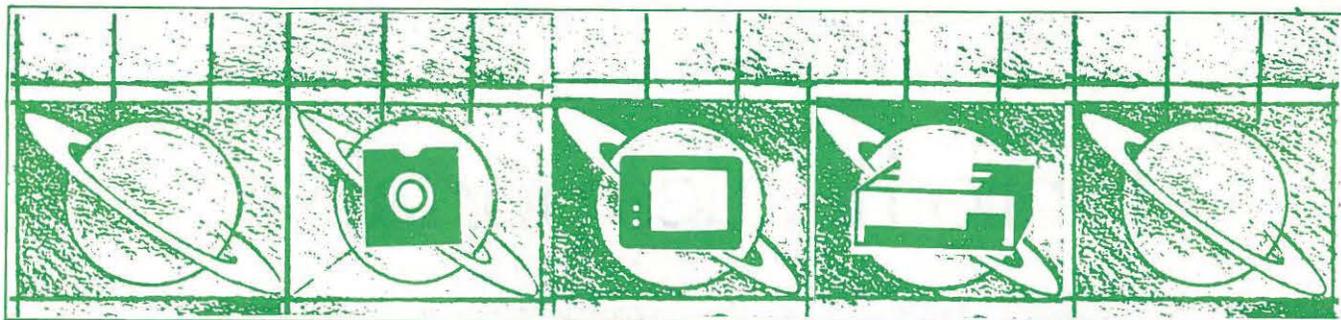
Si, par exemple, l'espace entre

les naissances s'améliore à la suite d'une campagne sanitaire réalisée par les médias, toute la société en tire profit; ou, si, une agricultrice de subsistance voit ses récoltes augmenter grâce à des messages radiodiffusés, sa famille et la société en profitent.

Alors que la plupart des efforts de développement se sont concentrés sur l'éducation par les mass médias, les toute nouvelles techniques de petite échelle n'ont pas été utilisées aussi amplement. Peu à peu, les infrastructures de télécommunications se frayent un chemin sur les calendriers des responsables de la planification.

Le fait d'insister de la sorte sur les nouvelles techniques ne veut pas dire pour autant que les techniques plus anciennes, telles que la radio, doivent être mises au rebut. C'est tout à fait le contraire, puisque toutes les possibilités de la radio n'ont même pas encore été

* Extraits d'un discours liminaire prononcé par Mme Dunja Pastizzi-Ferencic dans le cadre du *Symposium sur l'édition électronique dans le développement international*, organisé par l'Institut pour la formation culturelle de l'Université de New York et la Société pour le développement international; New York, novembre 1986.



La femme, la technologie et le développement

Le même moulin à riz qui, dans un pays en développement, va épargner à la femme des heures interminables de travail éreintant, va, dans un autre, la priver d'un moyen de subsistance.

Ceci prouve bien que la même technologie, appliquée dans des contextes différents, ayant une division du travail différente, peut avoir des répercussions très dissemblables et même contradictoires.

Grâce à une meilleure instruction donnée à un plus grand nombre de femmes, à sa pénétration massive sur le marché offi-

ciel du travail et à la mise en garde des résultats des recherches axées sur la femme, celle-ci a dorénavant la possibilité de ne pas être laissée à la traîne irrémédiablement dans la course aux technologies nouvelles.

Prenons comme exemple la problématique du développement. Le manque de visibilité généralisée de la femme au sein de la société a aussi un effet préjudiciable sur ce qu'on écrit à son sujet. Une quantité appréciable de recherches en matière des femmes dans le développement

est dispersée à travers le monde. Ce matériel est difficile à trouver, coûteux à obtenir. Des technologies nouvelles, telles que le disque compact, peuvent contribuer à conserver, à organiser et à diffuser cette littérature éphémère. Ceci n'est qu'un exemple de la manière dont les technologies de la communication peuvent être mises au service du développement. L'INSTRAW désire explorer ces possibilités ainsi que toutes les autres. Cette fois-ci, la femme ne peut plus être laissée à la traîne. □

SUR L'ECRAN les nouvelles des femmes aux Nations Unies

Avec un ordinateur et une ligne téléphonique ordinaire vous pouvez à présent obtenir sur l'écran les dernières nouvelles sur les femmes dans le système des Nations Unies: rencontres, publications, films, information générale, etc.

Ce service fait partie du Réseau d'Information Electronique (DESI ELECTRONIC INFORMATION NETWORK/DEIN), un projet pilote de la Division des Nations Unies pour l'Information Economique et Sociale. Depuis 1986, le DEIN offre un accès

facile et décentralisé par ordinateur à un ensemble de données sur les problèmes du développement économique et social. L'information est mise à jour régulièrement et peut être cherchée par des mots clés, lue sur l'écran, imprimée ou conservée dans un disque.

Par la DEIN, les usagers peuvent obtenir les communiqués de presse faits à New York; NEWSLINE, des articles sur les nouvelles économiques et sociales; et le U.N. NEWS DIGEST, avec les actualités de la semaine. Le DEIN facilite aussi des boîtes postales élec-

troniques pour la communication entre les usagers.

Une section spéciale du DEIN c'est le bulletin sur la situation des femmes. Plusieurs points focaux pour les femmes dans le système des Nations Unies, y compris l'INSTRAW, envoient régulièrement leur information. Le DEIN peut être utilisé par des usagers appartenant ou non aux Nations Unies.

Pour plus d'information, contactez s'il vous plaît: Andreas Eckert ou Susan Markham, DESI/DPI, Room S-1061, United Nations, N.Y. 10017, U.S.A. □

Bibliothèques portatives

Toute une bibliothèque spécialisée de références techniques peut maintenant être stockée sur un petit disque compact qui va n'importe où sans s'abîmer.

Quelles sont les retombées de ce progrès technique pour les activités de développement?

Une technologie nouvelle peut limiter ou même éliminer totalement les déplacements —qui se traduisent quelquefois en trajets longs et coûteux— jusqu'à une bibliothèque spécialisée. Il est maintenant possible de reproduire en de nombreux exemplaires l'information électronique contenue dans un disque compact; le disque peut aller n'importe où, sur le terrain. Il constitue une véritable bibliothèque portative.

Cette technologie nouvelle des disques compacts réduit les besoins en livres imprimés sur papier et est totalement indépendante des liaisons téléphoniques et par satellites. Sur un simple disque en métal d'à peine 12 centimètres (5 pouces) de diamètre, on peut stocker 220.000 pages d'information (c'est-à-dire 500 livres de grosseur moyenne). Ce disque indéformable résiste à l'humidité, à la poussière, aux champignons, à la moisissure, et est pratiquement inusable s'il est manié correctement; il peut même être lavé à l'eau et au savon. On le lit grâce à un ordinateur personnel spécialement équipé mais peu coûteux; le texte peut ensuite être imprimé ou transcrit sur bande magnétique. Les disques peuvent être tirés en grande quantité pour un prix unitaire modique.

Les bibliothèques portatives peuvent être installées à différents endroits et être utilisées, par exemple, par des planificateurs du développement local et rural et des fonctionnaires chargés des prêts qui ont besoin de disposer sur le champ d'informations. Ou bien un jeu/disque spécifique peut être distribué à des organisations et particuliers dans le monde entier. Ou bien il



peut se déplacer avec un expert itinérant.

Du fait de leur dispersion géographique, des centaines d'agents du développement se trouvent pratiquement exclus de l'utilisation du patrimoine de connaissances existant. Les déplacements coûtent cher en termes d'argent, de productivité et de temps.

Le fait que le personnel clé ait accès sur le champ à la bibliothèque de références essentielles représenterait un net avantage pour les activités de développement. Si une bibliothèque de ce genre était disponible dans chaque Etat membre des Nations Unies, la qualité, la productivité et la ponctualité des projets internationaux de développement ne s'amélioreraient-ils pas sensiblement?

Une fois que le disque original est terminé, on peut en faire autant de copies qu'on le veut et on peut les distribuer par la poste aux destinataires. Les utilisateurs ou les bibliothèques choisis recevront des copies identiques au disque original qui contiendront l'équivalent de 100.000

pages, ou même davantage, d'information concernant le développement. Cependant, on n'aura plus besoin de papier. Plus besoin de classer des certaines de livres pesants. Plus besoin de longues rangées d'étagères puisque plusieurs millions de pages tiendront parfaitement à l'intérieur d'un attaché-case. Il ne sera pas nécessaire non plus de disposer de lignes de communications jusqu'à un ordinateur central puisque cette technologie est complètement autonome et autosuffisante.

La recherche des données est simple et n'exige pas de formation particulière en maniement d'ordinateurs. Du fait que les bibliothèques publiques sont probablement les principaux usagers de ces systèmes, les programmes de recherche des données qui sont joints à chaque disque sont conçus en fonction de gens sans connaissances spéciales en ordinateurs. Les conseils et les instructions d'emploi concernant le système sont présentés sur le disque lui-même.

"Quand une technologie est suffisamment révolutionnaire, elle se confond avec la magie". Cette définition humoristique de la perfection technique convient à merveille à cette nouvelle technologie: ses possibilités sont impressionnantes, bien qu'elles n'aient certainement rien de magique. On pourra compter sur une vaste bibliothèque en toute confiance, à un prix modique, et sans programmes de formation de longue durée. Il faudra toutefois faire très attention au contenu et aux utilisations de cette technologie nouvelle dans le domaine du développement. □

Cueilleuses du thé au Nilgiris, Inde

UN/J. Isaac



DONNEES:

ce que nous connaissons sur la femme

Les lamentations sur le manque de données concernant la femme sont devenues tellement monnaie courante qu'il est nécessaire d'évaluer de nouveau les données dont nous disposons actuellement.

Bien qu'encore insuffisant, cet ensemble de données devrait être mis à profit au maximum, comme l'explique le document de travail de l'INSTRAW,

Amélioration des statistiques et indicateurs sur la femme grâce aux enquêtes sur les ménages,

préparé par Helen Ware. Le premier chapitre de ce rapport donne une vue générale sur les richesses et les lacunes des données concernant la femme dans les pays en développement.*

Domaines où il existe de graves lacunes

ACTIVITES ECONOMIQUES. Le nombre croissant de critiques détaillées sur les données concernant la femme fournies par les recensements et les enquêtes signalent, avec un accord parfait, le domaine où résident les problèmes: dans les données concernant les activités économiques de la femme.

Les reproches balayent toute la gamme des différents types d'information sociale. Ainsi, alors que Boserup (1970) et De Souza (1980) s'occupent surtout des imprécisions des données des recensements, Rogers (1980) critique les données rapidement collectées et utilisées sur place par les organismes de développement, Buchwald et Palmer (1978) ainsi que le groupe d'experts des Nations Unies/INSTRAW (1984) ont analysé toutes les données des recensements et des enquêtes.

QUESTIONNAIRE ET TABLEAUX, PAGE 39.

* *Improving Statistics and Indicators on Women using Household Survey* (Amélioration des statistiques et indicateurs sur la femme grâce aux enquêtes sur les ménages), document de travail préparé par Helen Ware, Saint-Domingue, 1986, 143 pages, anglais.

DONNEES SUR LES MENAGES.

En second lieu, ce sont les données concernant la femme chef de famille qui sont le plus souvent considérées peu appropriées. Intimement liées à celles-ci, il y a les données sur les ménages et les familles et la place que les femmes y occupent. Dans la plupart, il n'est pas possible d'établir une distinction entre les ressources produites par l'homme et par la femme qui composent le ménage.

Il existe une très nette relation d'interdépendance entre les lacunes des données et les inégalités sexuelles dans l'application de la politique. Les ménages sont décrits selon les caractères qualificatifs du chef de famille, qui est défini comme mâle (ou supposé tel); les ressources sont donc attribuées sur cette base. Ainsi, un ménage d'agriculteurs est un ménage où le chef de famille (homme) est un agriculteur, indépendamment du travail agricole réalisé par la femme.

La difficulté rencontrée pour garantir que les données concernant les relations économiques à l'intérieur des ménages soient valables a d'importantes répercussions sur l'étude de la pauvreté féminine. Selon une approche, la femme pauvre a essentiellement deux origines: les femmes qui vivent seules

ou qui sont le soutien principal de leur propre ménage et celles qui appartiennent à des ménages pauvres et dont tous les membres sont considérés pauvres. Cette approche trop générale présente le grave inconvénient d'ignorer la femme pauvre qui vit au sein d'un ménage qui dépasse le seuil de la pauvreté.

Les patrons de dépenses peuvent varier et dépendre de celui qui contrôle les ressources du ménage. Le peu d'études réalisées jusqu'à présent suggèrent que les femmes contrôlent l'argent qui provient de leurs récoltes et qu'elles le dépensent le plus souvent au profit des enfants et de leur éducation ainsi que des améliorations de la maison, alors que l'argent contrôlé par les hommes a de fortes chances d'être consacré à des produits somptuaires d'usage personnel, tels que montres et transistors, qu'ils ne partagent avec personne, ainsi qu'en tabac, alcool et jeu. En fait, pour poser la question à l'envers, il est peut-être plus important de savoir quel pourcentage des revenus du ménage est gaspillé en alcool par les hommes et leurs amis que d'avoir une prise de position comme réponse à la question: "qui gère le revenu du ménage?"

Domaines où les données sur la femme sont relativement de bonne qualité

A l'inverse du sombre tableau que nous venons de tracer plus haut, il existe des domaines dans lesquels les données sur la femme dans les pays en développement sont relativement complètes, même si aucun expert ne reconnaîtra que les données concernant sa spécialité sont aussi abondantes ou d'une aussi bonne qualité qu'il ou elle l'aurait voulu. Pourtant, quelques secteurs spécifiques possèdent une information beaucoup plus riche que d'autres, et il faut se garder de critiquer des données qui sont réellement acceptables tant en qualité qu'en quantité. Nous en sommes presque arrivés au point où ceux qui ne sont pas des experts et qui ont entendu toutes les lamentations sur les données concernant la femme actuellement disponibles, pourraient bien penser qu'il n'existe pas de données susceptibles d'être utilisées. Et ce n'est vraiment pas le cas.

FERTILITE. C'est le seul domaine où les données sur la femme sont, sans l'ombre d'un doute, supérieures à celles sur les hommes. (Il est vrai qu'il n'existe que fort peu d'études spécifiques sur le comportement de la fertilité masculine).

On accorde une attention croissante à la possibilité d'utiliser les données recueillies sur les femmes au cours des innombrables enquêtes de fertilité pour mettre en lumière d'autres aspects de la vie des femmes. Ainsi, la recherche réalisée en 1983 par Anker sur les données de l'*Enquête mondiale de fertilité* fournit des informations sur la participation de la femme à la population active.

Un exemple peu commun de données sur la fertilité qui ont servi d'indication sur la situation de la femme, nous est fourni par l'étude de Harrington sur la femme nigérienne (1983), centrée sur les carences nutritionnelles et les responsabilités économiques. Ayant utilisé les données sur la **grossesse et l'allaitement pour créer un index de "carences physiques et nutritionnelles"**, l'étude conclut

qu'ignorer combien la reproduction pèse sur la femme dans la plupart des pays en développement défigure sérieusement la vraie situation de celle-ci, spécialement là où les responsabilités économiques vont de pair avec celles de la reproduction.

NIVEAU D'INSTRUCTION. Un certain nombre d'auteurs se sont plaints de la qualité des données disponibles sur le niveau d'études des femmes (Buchwald et Palmer, 1978; Nations Unies, 1984). Cependant, ces plaintes s'adressent le plus souvent aux données concernant l'enseignement non académique ou à des questions de fond, telles que les différences dans les contenus des programmes destinés aux femmes et ceux destinés aux hommes.

Dès 1970, sur les 83 pays membres inclus dans la Banque de données de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, 83% avaient des données concernant le pourcentage de filles inscrites à l'école primaire sur la totalité des enfants, 61% sur la quantité d'inscrits, par sexe, dans l'enseignement supérieur, par 1.000 habitants entre 20-29 ans, et 60% sur les inscriptions en primaire et en secondaire, exprimées en pourcentage de la population âgée de 5 à 19 ans, par sexe (Von Buchwald et Palmer, 1978).

Il y a aussi quelques études à niveau mondial qui utilisent les données sur l'éducation dans chaque pays —généralement obtenues par recensements— pour analyser la situation féminine (Boulding et altri, 1976; Morris, 1979; Sivard, 1985). En réalité, lorsqu'il a établi l'index de qualité physique de la vie pour 74 pays, Morris (1979) a choisi de faire confiance aux indicateurs de niveau d'instruction et de mortalité à cause de leur disponibilité généralisée.

Le niveau d'instruction a l'avantage d'être un caractère quantitatif individuel qui aide à différencier les membres du ménage. Dans les cas où les autres indicateurs échouent, le niveau d'instruction peut servir de mesure supplétive pour la capacité à gagner des revenus. Par conséquent, même si un homme ayant fait des études secondaires et une femme sans aucune educa-

tion formelle peuvent partager un même niveau de vie tant qu'ils sont mariés, la femme se trouve dans une position beaucoup plus vulnérable lorsqu'ils se séparent.

Les données actuellement disponibles —très probablement le résultat d'un recensement— sur les écarts d'origine sexuelle dans le niveau d'instruction, peuvent être d'une grande utilité dans les enquêtes de planification et peuvent indiquer où l'on trouvera vraisemblablement d'autres écarts, produits de la discrimination sexuelle.

MORTALITE. Dans les pays en développement, la qualité des données sur la mortalité laisse souvent beaucoup à désirer. Pourtant, vu leur importance dans la démographie, on a prêté beaucoup d'attention aux techniques d'estimation (Shryock et Siegal, 1975). Et, à l'inverse de bien d'autres thèmes, la plupart de ceux qui ont étudié le sujet se sont tout particulièrement intéressés aux écarts d'origine sexuelle (Retherford, 1975).

Lorsque, contrairement à la norme biologique, la mortalité féminine est supérieure à la mortalité masculine, les données (spécialement celles sur la mortalité féminine) sont vraisemblablement viciées. Par conséquent, des résultats montrant un excès de mortalité masculine aux niveaux inférieurs des courbes d'espérance de vie dans des cultures qui valorisent tout particulièrement les fils aux dépens des filles, devraient toujours être étudiés avec le plus grand soin.

En général, les données qui montrent une mortalité féminine plus élevée que masculine pendant l'enfance sont probablement d'une qualité relative. La constatation d'une mortalité masculine plus élevée au cours de la première année de vie est normalement le véritable reflet du handicap biologique masculin. Elle peut aussi être le résultat d'une plus grande propension culturelle à oublier les enfants déjà morts s'ils sont des filles (ou à se les rappeler comme des garçons, indépendamment de leur sexe réel). Il ne saurait y avoir de meilleur indicateur du statut inférieur de la femme dans une société que cette tendance à oublier

ou ignorer totalement son existence — c'est la raison pour laquelle il est toujours important de vérifier le pourcentage, par sexe, des enfants enregistrés à leur naissance ainsi que de celui de la population à l'âge adulte (bien que quelques corrections puissent s'avérer nécessaires, à cause des migrations).

Certaines formes de mortalité féminine sont particulièrement susceptibles d'être absentes des dossiers. Ceci est spécialement vrai pour les décès liés à l'accouchement et l'avortement. Là où ces données sont disponibles, elles fournissent des indicateurs particulièrement précieux sur la situation de la femme.

La correction du déséquilibre

Dans de nombreux contextes, il est vrai que jusqu'à présent, les politiques et les projets de type général ont fait davantage de mal (même si c'est involontairement) à la femme que les projets spécifiques qui lui sont destinés n'ont réalisé de bien en sa faveur. Des postulats incorrects sur les rôles et la situation des femmes ont souvent été à la base de politiques générales nocives où les problèmes féminins ont, tout simplement, été ignorés.

De bonnes données peuvent jouer un rôle fondamental pour redresser ce déséquilibre, mais uniquement si celles-ci sont facilement disponibles, en temps opportun et présentées sous une forme facile à comprendre pour les planificateurs et les dirigeants qui, évidemment, peuvent n'avoir aucun intérêt ni compétence particuliers dans ce domaine.

A plus long terme, il est souhaitable que tous les systèmes de recueil de données reconnaissent l'importance de collecter les données séparément pour chaque sexe et d'adapter les méthodes utilisées afin qu'elles reflètent mieux la situation et les problèmes de la femme. □

Rectification

L'INSTRAW déplore l'erreur commise qui a attribué à l'Unesco le tableau de statistiques paru aux pages 2 à 4 du No. 7 d'INSTRAW Nouvelles. Le tableau a été établi sur des données de l'Unesco.

Revenu national et travail féminin

New York, 23-27 février 1987

Lors de la 24^{ème} session, au début de l'année, de la Commission des statistiques des Nations Unies, la participation de l'INSTRAW s'est concentrée sur deux questions à l'ordre du jour.

En ce qui concerne le Système de comptabilité nationale (SCN), la position de l'INSTRAW a reflété les vues de la réunion du groupe d'experts (Saint-Domingue, octobre 1986; veuillez vous référer à INSTRAW Nouvelles, No. 7, pages 8-10). Cette position a été favorablement accueillie et de nombreuses délégations ont pris la parole en faveur de l'estimation des activités informelles non rémunérées au sein des ménages, en se servant, ainsi que la réunion l'avait recommandé, de calculs semblables à ceux du SCN. Plusieurs délégués ont soutenu une proposition visant à élaborer une comptabilité de ce que produit le secteur des ménages et ont insisté sur le besoin de confronter les statistiques macro et micro sur les ménages.

La Commission a également pris note et a soutenu le point de vue du groupe d'experts selon lequel la définition d'activité économique élaborée par le SCN ne devrait pas être modifiée pour y inclure la valeur ajoutée produite par le travail à la maison, mais qu'au contraire, ces activités devraient faire l'objet d'estimations supplémentaires présentées séparément.

La Commission a souligné combien il était important de travailler en étroite collaboration avec tous les pays, et tout particulièrement avec les pays en développement, afin d'élaborer et adopter une méthode de statistique perfectionnée, capable de donner tous les renseignements concernant le travail féminin. Finalement, la Commission a décidé de donner son appui au travail réalisé conjointement par l'INSTRAW, le Bureau de statistiques et les Commissions régionales en vue de l'élaboration de statistiques et d'indicateurs relatifs à la condition féminine. □

La femme et les statistiques au Nigéria

Près de cent utilisateurs et producteurs de statistiques concernant la femme ont assisté à un atelier (Lagos, août 1986) organisé conjointement par l'INSTRAW et le Ministère fédéral du développement social, de la jeunesse et des sports. Lors de la séance d'inauguration, Mme Victoria Okobi, membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW et organisatrice active de la réunion, a expliqué la raison d'être de ces ateliers.

"Malgré tous les efforts et les progrès accomplis aux niveaux national et international en ce qui concerne l'amélioration de la qualité, la disponibilité et l'analyse des données, il est encore nécessaire de poursuivre des recherches plus complètes, non seulement en vue d'étudier l'ampleur des écarts d'origine sexuelle, mais encore d'expliquer la raison pour laquelle ces écarts existent ou, dans certains cas, persistent (...).

Ces séminaires ont permis aux utilisateurs d'apprendre à mieux connaître le processus de recueil des données. Les producteurs sont à même de se rendre compte des différentes dimensions des questions féminines. C'est dans ce but que cet atelier a été organisé". □

L'importance de la précision

La moitié de son travail est liée aux statistiques, l'autre moitié à la démographie, et le terrain commun entre elles ce sont les femmes. Pour la démographe Mercedes Barredo Concepción les statistiques sont d'une vitale importance pour les femmes. *Pour améliorer la condition des femmes dans la société, il faut d'abord obtenir des données, mesurer leur accès à l'éducation, leur participation dans les affaires politiques et économiques, dans la force de travail, et les implications pour la fertilité*, affirme-t-elle.

En novembre 1986, le Dr Concepción a coordonné pour l'INSTRAW l'Atelier national de formation en statistiques et indicateurs sur les femmes en développement, tenu à Islamabad, Pakistan. *Une expérience extraordinaire*, dit-elle. *Les membres des ONG participantes, pour la plupart des universitaires et des groupes de femmes, étaient si enthousiastes. Ils ont gagné énormément d'expérience, réalisant l'importance et les problèmes des données, des diverses sources et leurs limitations.*

Le Dr Concepción ajoute que le secteur informel est devenu un thème prédominant, avec la couverture insuffisante des activités au foyer. Les participants, dit-elle, ont argumenté sans cesse que les concepts appliqués couramment ne projettent pas une vision claire de la contribution des femmes à la production économique. Les participants ont souligné aussi le manque de conscience des enquêteurs — surtout masculins — et ont pressé le

bureau de statistiques à engager plus de femmes.

Le Dr Concepción recommande des efforts soutenus pour améliorer les statistiques et les indicateurs des femmes en Asie du Sud-Est. *Les principaux problèmes dans le recueil de données sur les femmes, dit-elle, sont conséquence de normes culturelles, même si les problèmes varient de pays en pays.* Par exemple, aux Philippines, il est parfois difficile de trouver des répondants masculins. Dans d'autres pays, la pratique du *pardab* (réclusion des femmes) rend la tâche difficile aux enquêteurs. L'information est donnée par des intermédiaires et peut donc être préjugée par le sexe ou être inexacte.

Parmi les principaux problèmes dans le recueil de données sur les femmes en développement, le Dr Concepción retient d'abord les concepts et les mots utilisés. *Quoiqu'on emploie l'anglais ou des langues locales: certains termes sont involontairement, inconsciemment préjugés par le sexe*", affirme-t-elle. Certains occupations, par exemple, sont considérées exclusivement masculines: on assume que le fermier doit être un homme alors que la femme qui travaille dans les champs est classée comme la femme du fermier.

De même le chef de famille, explique le Dr Concepción, est généralement pensé en tant qu'homme. Même si une veuve ou une mère de famille est propriétaire de la maison familiale, c'est le fils qui figure comme chef de famille. *Naturellement, si une femme*

ne gagne pas de salaire, elle ne figurera jamais comme le chef de famille, ajoute la démographe. *L'usage de ces termes perpétue les pratiques discriminatoires.*

Un second problème c'est que la mesure même des activités des femmes, particulièrement dans les zones rurales, est toujours difficile. La démarcation des devoirs d'une femme comme épouse et comme travailleuse, entre ses responsabilités au foyer et sa production économique, n'est pas clairement déterminée. *Une femme peut me pas être consciente de sa contribution économique, par exemple, en élevant des poulets pour les vendre*, dit alors graphiquement comment une femme philippine peut travailler sans en tenir compte. *Tandis qu'elle nettoie la cour, elle disposera les feuilles sèches pour brûler sous le manguier. Cela fera fleurir l'arbre, et éventuellement elle obtiendra des mangues dont elle vendra une partie au marché. Mais elle ne comptera pas cela comme travail.*

Un troisième problème se pose: l'accès aux femmes en Asie. *Même lorsqu'on prend un échantillon représentatif de femmes, l'accès varie avec chaque culture*, dit le Dr Concepción. *Des données peuvent être inexactes lorsque vous n'avez pas de répondant direct.*

Ayant fait ses études en chimie, le Dr Concepción a travaillé d'abord dans la biostatistique, puis s'est occupée d'enquêtes démographiques. *Il était naturel de travailler finalement avec les femmes*, affirme-t-elle.

Le Dr Concepción a récemment visité l'INSTRAW pour initier la préparation du prochain séminaire statistique (Colombo, octobre 1987), co-organisé avec le Centre pour la recherche sur les femmes (CENWOR), point focal de l'INSTRAW au Sri Lanka.

Le Dr Concepción observe un grand besoin pour ce type de séminaires. *Pour aider les femmes à trouver leur juste place dans la société, dit-elle les données doivent être exactes; autrement les résultats seront trompeurs. Il existe heureusement de nos jours un désir réel d'obtenir des mesures précises.* □



Doyenne de l'Institut de Population à l'Université des Philippines, membre du Conseil de l'Université des Nations Unies, le Dr Mercedes Barredo Concepción est aussi la coordinatrice scientifique pour les programmes sur les statistiques de l'INSTRAW en Asie. INSTRAW Nouvelles a interviewé le Dr Concepción lors de son séjour à Saint-Domingue comme membre de la Mission spéciale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les Déterminants psychologiques et sociaux de la régulation de la fertilité.

La femme africaine dans le secteur informel

Bien que l'on considère que les femmes sont en majorité dans le secteur informel de nombreux pays africains, les gouvernements africains, de même que les organisations internationales, manquent d'informations précises sur le rôle de la femme et sa position au sein de ce secteur. Dans les cas où il existe des politiques gouvernementales pour développer le secteur informel, elles ne font même pas allusion aux femmes.

Quoique la comptabilité officielle ne la mentionne même pas, la situation générale de la femme au sein du secteur informel est claire. Le travail féminin au sein du secteur informel africain dispose généralement de moins de capital, est moins rentable, est moins susceptible de technification, et opère à plus petite échelle, que le travail masculin. La grande majorité des femmes qui travaillent dans ce secteur appartiennent au secteur tertiaire qui comprend le commerce et les activités de services, où les salaires sont comparativement inférieurs à ceux de l'industrie. En Afrique, les femmes sont en majorité dans les activités informelles, telles que la confection, le tissage, la préparation et la conservation des aliments, et plus fréquemment encore, dans le commerce à toute petite échelle.

Sans aucune aide de leur gouvernement ni d'organismes de développement, elles produisent des revenus pour elles-mêmes et pour leurs familles, et approvisionnent en marchandises et en services les quartiers urbains miséreux et les zones rurales où réside la plus grande partie de la population africaine.

Les femmes de ce secteur ont des besoins spécifiques qui ne sont pas pris en considération par la planification globale du secteur. Elles font l'objet d'une discrimination sexuelle, tout particulièrement en ce qui concerne l'accès à la propriété foncière et au crédit. Les attitudes culturelles et sociales traditionnelles, de même que, souvent, les systèmes éducatifs les empêchent d'avoir accès à l'instruction qui leur permettrait d'être embauchées dans le secteur formel ou d'acquérir la qualification qui leur serait utile dans le secteur informel. Des facteurs culturels freinent également leur promotion et l'échange d'information indispensable pour qu'elles opèrent avec succès leur petite entreprise.



Vendeuse à Djenné, Mali

UN/J. Isaac

Leurs responsabilités familiales réduisent elles aussi l'éventail des métiers qu'elles peuvent occuper, au sein du secteur informel, et limitent surtout le temps et l'énergie qu'elles ont à consacrer au progrès de leur affaire. Sur les femmes pèsent à la fois les tâches multiples de la reproduction et de l'alimentation et des activités économiques. La plupart des femmes africaines qui travaillent dans le secteur informel sont chefs de famille et élèvent toute seules leurs enfants.

Vu les conditions dans lesquelles elles travaillent, toute tentative d'amélioration de leur situation doit revêtir de nombreuses facettes. Pour améliorer leur situation, il est indispensable de s'occuper en même temps de changer les politiques et d'augmenter leur productivité grâce à la formation, aux crédits, au perfectionnement des technologies utilisées et du cadre institutionnel existant.

C'est pour cette raison que plusieurs institutions et organismes internationaux ont décidé de travailler conjointement à l'amélioration de la situation de la femme au sein du secteur informel. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'Organisation pour l'unité africaine (OUA), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour le développement de la femme (UNIFEM) et l'Institut international des Nations Unies de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), avec la coopération du Bureau de statistique des Nations Unies (BSNU) ont l'intention de mettre en commun leurs compétences et leurs expériences afin d'aborder le problème de manière coordonnée. □

* Extrait de l'introduction à un projet présenté par la Commission économique pour l'Afrique. Le projet intégré, *Amélioration du rôle de la femme africaine dans la production et la gestion du secteur informel*, est un effort conjoint de plusieurs organismes des Nations Unies. L'INSTRAW a la responsabilité des statistiques et de tout ce qui regarde la formation dans l'élaboration et l'utilisation d'outils adéquats qui permettront de définir et calculer la contribution féminine au secteur informel. Ceci, à son tour, consolidera la base de données dont se servira le projet. La conception du projet a été discutée dans plusieurs réunions inter-organisations (Addis Abeba, décembre 1986; New York, janvier 1987; Addis Abeba, avril 1987).

Projets créateurs de revenus

UNE VISION CRITIQUE

Au cours des années 80, et à la suite de nombreuses tentatives visant à "intégrer la femme au développement", des organisations internationales de développement et différentes institutions gouvernementales et non gouvernementales se sont efforcées d'analyser les diverses stratégies employées, leurs fréquents échecs et leurs faibles retombées sociales.

Les projets visant à créer des revenus ont été au coeur de cette discussion, du fait qu'ils étaient considérés comme la panacée pour les femmes du tiers monde, en Afrique et en Asie en particulier.

Cependant, de nombreuses évaluations révèlent que dans la plupart des cas les projets en faveur de la femme restent totalement en marge des politiques et programmes généraux qui s'adressent aux hommes: souvent, la femme n'y est considérée que comme un accessoire ou un simple élément des programmes d'éducation sanitaire, écologique ou nutritionnelle.

Les projets ne considèrent que rarement la femme comme un être économique et social, ayant le droit d'exercer des activités rémunérées, ou n'admettent que difficilement que la femme a toujours été source de revenus, assurant ainsi sa propre subsistance et celle de sa famille.

D'autres problèmes associés aux projets créateurs de revenus pèsent directement sur les organisations et les institutions de financement, ainsi que sur le rôle des organismes intermédiaires publics et privés vis-à-vis des femmes et/ou des organisations féminines.

Ces problèmes surgissent généralement de la conception —le plus souvent unilatérale— des projets; de l'imprévoyance avec laquelle les lignes directrices de production sont imposées; des moyens —parfois compulsifs— employés pour faire suivre aux femmes des méthodes de production ou de gestion étrangères à leur culture; de la faiblesse de l'appui technique et de la promotion; de l'indifférence envers la condition sociale propre à ces femmes ou de la nécessité de pouvoir disposer de méthodes participatives qui garantiraient l'intégration des femmes aux organisations et aux groupes. L'absence de diagnostic et d'études de faisabilité et de marketing est également fréquente.

Du fait que beaucoup de ces activités —que ce soit autrefois ou actuellement— ont été réalisées sans le concours ni l'assentiment des leaders des organisations et des communautés, ou bien ont suivi un schéma technocratique sans qu'une analyse intégrale de la société locale ait été faite, de nombreux groupes d'Amérique latine tendent à rejeter les projets de production, les critiquant ouvertement ou entravant leur établissement. Pour beaucoup, les projets créateurs de revenus démobilisent la population et les institutions qui favorisent ces projets encourrent critiques et méfiance.

Par ailleurs, de nombreuses activités éducatives ou de prise de conscience sont considérées comme inutiles, du fait qu'elles ne produisent pas de résultats tangibles ou immédiats et on leur reproche d'être une perte de temps ou une diversion idéologique dans le contexte de pauvreté du milieu rural.

Engager un dialogue qui contribuerait à atténuer les positions extrémistes, développer des projets pilotes fondés sur la collaboration interinstitutionnelle, et promouvoir les perspectives d'autogestion qui reconnaîtraient la spécificité de la femme (...), tels sont les buts fondamentaux de cette Réunion consultative. □

* Déclaration du *Centro de Investigación para la Acción Femenina (CIPAF)*, dans le cadre de sa réunion consultative organisée avec le concours de l'UNICEF, sur Les réalités et les perspectives des projets créateurs de revenus pour la femme rurale en République Dominicaine (Saint-Domingue, janvier 1987).



La femme agricultrice

Elle alimente le monde entier, pratiquement sans aucune aide

Les travailleurs ruraux, hommes et femmes, salariés ou établis à leur compte, composent la population active la plus nombreuse à travers le monde — mais aussi la plus pauvre, la plus démunie et la moins organisée. Dans de nombreux pays, ils représentent plus de la moitié de la population active totale. Un fort pourcentage sont des femmes; elles sont aussi les plus défavorisées.

L'image conventionnelle de l'agriculteur a beau être celle d'un homme, il n'empêche qu'entre 60 et 80 pour cent des travailleurs agricoles en Afrique et en Asie et près de 40 pour cent en Amérique latine sont des femmes. Les femmes constituent en fait la majorité parmi les producteurs d'aliments dans le monde.

Malgré ces chiffres impressionnants, la femme agricultrice semblait être, jusqu'à tout récemment, une réalité intangible. Selon un économiste de l'OIT, M. Dharam Ghai "on en savait très peu sur les conditions de vie et de travail de la femme rurale. Ce n'est qu'au cours des huit ou dix dernières années qu'on a commencé à connaître leur situation".

Les conclusions d'une décennie de recherche mettent en évidence, tout d'abord, que la femme rurale est brutalement exploitée. "Elle peut travailler aux alentours de 12 à 15 heures par jour, et la plus grande partie de ce travail, dans ou hors de la maison, n'est pas rémunéré", dit M. Ghai qui dirige le Service des politiques d'emploi rural de l'OIT.

D'après les recherches, la division sexuelle du travail qui avait l'air d'être plus ou moins fixée, s'est révélée souple et changeante. Ces patrons conventionnels cèdent souvent sous la pression économique, comme c'est le cas en Afrique. Là-bas, traditionnellement, les femmes se chargeaient de l'agriculture de subsistance et les hommes de cultures de rapport. Mais, de nos jours, du fait de l'émigration masculine vers les villes, ce patron est en train de

changer dans de nombreuses régions. L'émigration masculine affecte également les patrons de travail dans certaines parties de l'Asie où les femmes s'occupaient de vendre les produits que, maintenant, en plus elles cultivent elles-mêmes. Les responsabilités supplémentaires peuvent représenter une légère augmentation de leurs revenus mais elles allongent aussi une journée de travail déjà très lourde. Les recherches ont aussi démontré que la femme est exploitée, mal payée et que sa contribution économique est grandement sous-évaluée dans les statistiques.

"Nous avons aussi trouvé", explique M. Ghai, "que la femme n'a pas tiré profit du tout ou de manière très imparfaite de toute une série de programmes de développement ni de la prestation de services économiques et sociaux à la population rurale, tels que le crédit, la vulgarisation agricole, la formation professionnelle, etc..."

Pourquoi cela s'est-il passé ainsi? D'abord, dit-il, dans la plupart des pays, la représentation de l'agriculteur et du travailleur agricole est encore celle des hommes: l'homme se consacre à des activités productives pendant que la femme reste au foyer, même si les recherches contestent dorénavant cette affirmation traditionnelle. Deuxièmement, les bureaucrates et les agents de développement à la campagne sont des hommes, et tendent, par conséquent, à offrir ces services aux hommes. Troisièmement, les femmes n'ont pas de pouvoir de pression, en général elles ne sont pas organisées et considèrent leur propre rôle au sein du ménage comme

secondaire, même quand celui-ci est essentiel du point de vue économique.

"Cela veut dire que le développement rural et les politiques agricoles doivent être réorientés afin de toucher les vrais agriculteurs — lesquels sont, bien sûr, dans la plupart des cas, les femmes rurales", ajoute M. Ghai.

Avec un budget relativement peu élevé et des ressources humaines limitées, le Service des politiques d'emploi rural a exécuté de nombreux projets en faveur de la femme rurale, en Asie et en Afrique principalement. "Il nous faut repenser le genre de politiques et de stratégies dont elle a besoin pour avoir accès aux ressources et améliorer sa vie", dit M. Ghai. "La recherche est simplement un instrument pour atteindre ces objectifs. Elle doit être suivie de programmes d'action".

Celles-ci peuvent aller depuis s'organiser afin d'exiger un salaire minimum national jusqu'à l'élimination des intermédiaires et de leurs gros bénéfices. D'autres projets aident les femmes à se grouper en coopératives pour l'achat à crédit d'outils et de matières premières.

"Notre but dans tous ces cas est la possibilité de reproduire l'expérience", souligne M. Ghai. "On ne résout pas le problème en créant des projets isolés. Il est fondamental que les politiques, les projets et les programmes gouvernementaux tiennent compte des résultats de ces expériences pilotes. Sinon, le nombre de personnes qu'on peut toucher directement grâce à ces projets reste en réalité très limité".

M. Ghai travaille au Service des politiques d'emploi rural depuis maintenant neuf ans et il a été le témoin de l'arrivée de la femme sur la scène du développement. "Il s'agit encore d'un changement très lent et très progressif, mais inévitable" remarque-t-il. "La logique veut qu'on traite la femme en protagoniste du processus de développement". □

DHARAM GHAI, Chef du Service des politiques d'emploi rural au Département de l'emploi et du développement de l'OIT, a été interviewé à l'INSTRAW à l'occasion d'une visite de consultation sur les politiques d'emploi en faveur de la femme. Il a résumé les principaux sujets de recherches de l'OIT sur la femme rurale: sa participation à la population active; le travail ménager et le travail agricole de la femme; la division sexuelle du travail; la réforme agraire et son impact sur les travailleurs ruraux; les patrons de travail des ménages dont le chef de famille est une femme; la production à la maison; la femme et l'énergie rurale; les projets créateurs de postes de travail et de revenus; les travailleurs des plantations et les migrants.

La femme, l'eau et l'assainissement

Il a fallu de nombreuses années de recherche et d'activisme pour mettre en évidence l'étroite relation qui existe entre la femme, l'eau et l'assainissement.

Maintenant, l'INSTRAW propose une méthode novatrice qui vise à renforcer ce lien: un ensemble pilote de modules de formation multi-média sur *La femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement*.

Prise de conscience

L'ensemble de modules est le résultat de cinq années d'activités de recherche et de formation de l'INSTRAW pour rendre la femme de plus en plus visible aux yeux des responsables de la planification et de la conception des projets concernant l'eau et l'assainissement.

Il a pour but de faire prendre conscience du fait que la femme doit participer pratiquement à toutes les étapes des projets, de grande ou petite envergure, concernant l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Il contribuera également à accroître la capacité institutionnelle des pays en développement d'offrir une formation en matière d'eau et d'assainissement avec un effet multiplicateur garanti.

Réalisés conjointement par l'INSTRAW et le Centre de formation de Turin (Italie) de l'Organisation internationale du Travail (OIT), les modules combinent les connaissances techniques des deux institutions et allient la dimension féminine à des techniques

de formation qui ont fait leurs preuves.

Les méthodes utilisées reflètent la conviction de l'INSTRAW quant à l'urgence de substituer la formation formaliste par des approches plus concrètes et plus créatives. Basés sur les principes d'enseignement non formel et de participation, les modules établissent un équilibre entre les leçons structurées et l'apprentissage guidé quoiqu'indépendant.

Stratégies et structures

La première partie est conçue pour aider le moniteur à diriger des séminaires pour fonctionnaires et planificateurs du développement qui travaillent, par exemple, dans les ministères de l'éducation, de la santé publique, de la planification, des affaires publiques et des services sociaux, ainsi que des représentants d'organisations inter-gouvernementales et non gouvernementales. Cette partie comporte cinq unités modulaires.

La seconde partie, subdivisée en sept unités modulaires, guide le moniteur tout au long d'un séminaire adressé aux dirigeantes d'organisations féminines qui travaillent aux niveaux communautaire, national, régional et international. Elle aide les femmes à comprendre toutes les phases de la planification et de l'exécution des projets et programmes en matière d'eau et d'assainissement.

Comment opère-t-il?

Les sessions de formation exigent des instructeurs qualifiés, capables de mettre en valeur l'étroite relation existant entre la femme, l'eau et l'assainissement et de présenter les aspects techniques de la gestion des ressources en eau potable.

Chaque module est subdivisé en cinq éléments:

1. La description des objectifs de

l'ensemble de modules et des principales caractéristiques du public auquel il est destiné.

2. Un texte écrit pour introduire la leçon/présentation ou pour insister sur les concepts présentés pendant la session. Des lectures supplémentaires aident les stagiaires qui n'ont pas accès aux bibliographies de référence. Il comporte un glossaire et une bibliographie détaillée.

3. Des instruments de *feed-back* sont inclus dans chaque unité modulaire. Un questionnaire de contrôle encourage les stagiaires à discuter les points fondamentaux présentés dans cette unité. Un formulaire d'évaluation est fourni.

4. Le guide du moniteur/instructeur comporte un plan général de la leçon.

5. Des transparents pour rétroprojecteur, des dispositifs sonores et des cassettes vidéo; conçus comme des unités autosuffisantes, ils peuvent être utilisés séparément pour de brèves sessions de sensibilisation.

Ce projet pilote vise à servir de modèle aux programmes de formation futurs. Il a été présenté pour la première fois à la réunion régionale sur les *Aspects socio-économiques et politiques de gestion des ressources hydriques de l'Afrique* (Addis-Abeba, Ethiopie, 1986).

Grâce à un don du gouvernement italien, tous les matériels seront testés sur le terrain dans des pays africains sélectionnés (Ethiopie, Kenya, Somalie et Soudan), sur des échantillons représentatifs du public cible et dans des situations de formation typiques. Ensuite, l'ensemble de modules de formation sera traduit et adapté en vue de son utilisation aux niveaux régional, national et communautaire.

Tout cela vise à relier la femme et l'eau, afin que l'eau claire et limpide devienne comme l'air pur que tous ont le droit de respirer pour jouir de la vie en bonne santé. □

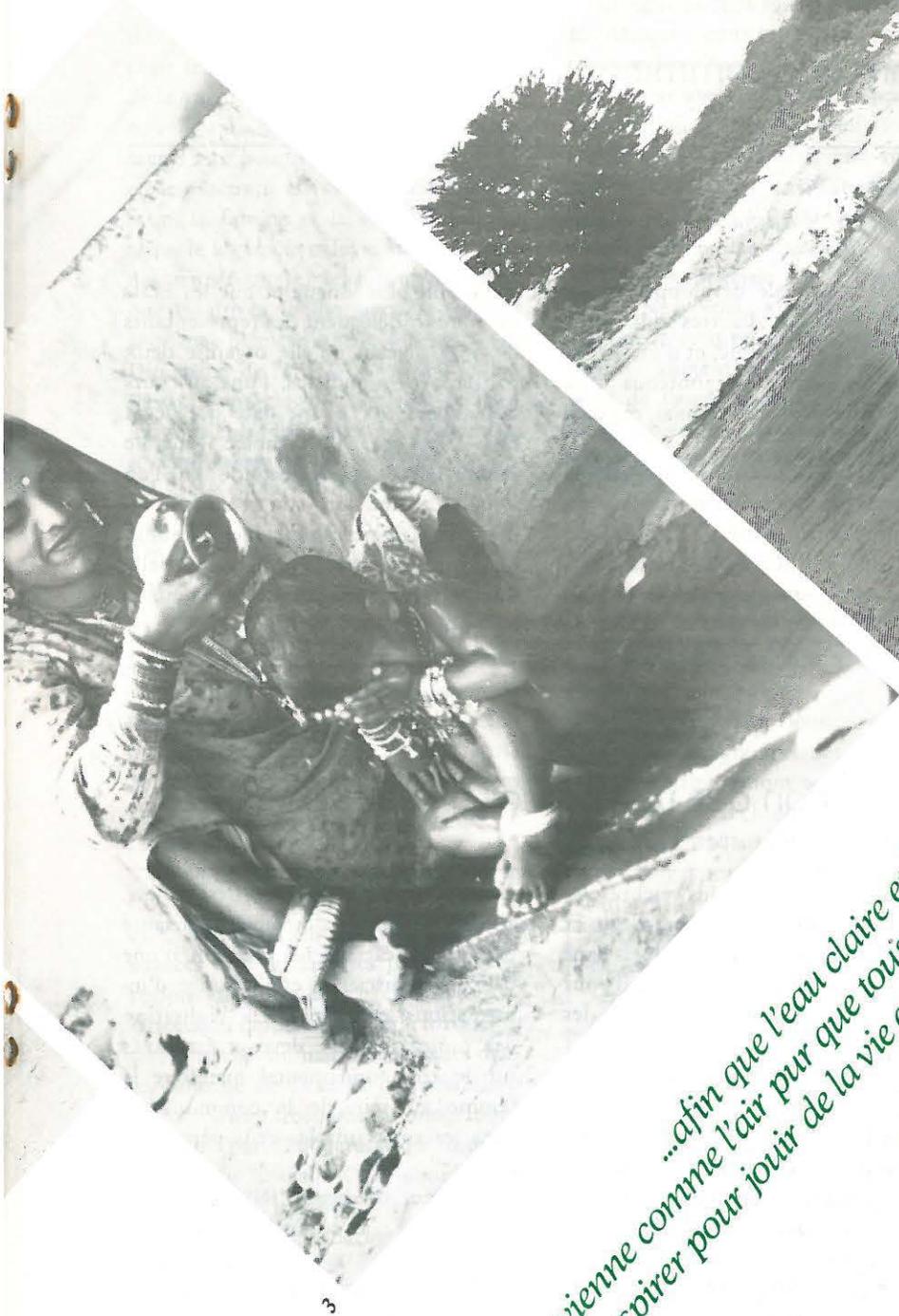
* L'INSTRAW est membre du Comité directeur d'action coopérative pour l'IDWSSD, ainsi que du Groupe de travail inter-organisation pour la femme et l'IDWSSD. Pour plus ample information sur les modules de formation, veuillez vous adresser à l'INSTRAW, c/o WSS Desk Officer, P.O. Box 21747, Saint-Domingue, République Dominicaine. Telex 326-4280 WRA SD, tel./fax (809) 685-2111.



1 *Reliant la femme,
l'eau et l'assainissement...*



2



3

*...afin que l'eau claire et limpide
devienne comme l'air pur que tous ont le droit
de respirer pour jouir de la vie en bonne santé.*



4

1. Lessive à Santarem, Brésil (NU/S. Rotner).
2. La corvée quotidienne de l'eau à Godino, Ethiopie (NU/R. Witlin).
3. Au village de Nimkhera, Madhya Pradesh Inde (NU/D. Jacobson).
4. Approvisionnement en eau potable dans la rivière Athi au Kenya (NU/S. Steele).

Femmes et développement: le débat continue aux Nations Unies

Commission sur la condition de la femme

New York, 12-16 janvier 1987

*Collaboration du Service pour le progrès de la femme,
Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, Vienne.*

Les 32 membres de la Commission sur la condition de la femme et des observateurs de 51 Etats membres et un d'Etat non membre ont assisté à la session de 1987, tenue exceptionnellement à New York.

L'ordre du jour était axé sur la planification et la programmation du travail de la Commission. Les premières séances ont étudié les implications, pour la planification des programmes, des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, du plan à moyen terme envisagé à l'échelle du système pour les questions de la femme dans le développement, ainsi que du plan à moyen terme des Nations Unies pour 1990-1995.

Traduire les objectifs des Stratégies en une approche cohérente pour tout le système des Nations Unies représente une entreprise ardue; le système s'est rarement embarqué dans un effort de planification d'une telle profondeur et d'une telle complexité. Comme l'a souligné Mme Tamar Oppenheimer, Sous-Secrétaire générale et Directrice du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, alors qu'il existe des instruments pour évaluer les résultats dans le domaine de l'égalité, il n'en existe pas pour le développement.

L'une des résolutions les plus importantes soumises par la Commission modifierait le mandat de celle-ci et lui confierait la tâche d'évaluer et de promouvoir la mise en place des ob-

jectifs d'égalité, de développement et de paix, ainsi que d'autres indicateurs du progrès de la femme, et d'étudier et évaluer les résultats obtenus aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial.

En ce qui concerne le programme de travail de la Commission pour les cinq prochaines années, il a été recommandé à l'ECOSOC que la Commission se réunisse une fois par an jusqu'en l'an 2000; que la session de

1990 soit plus longue et que les Etats membres y délèguent des représentants de haut niveau; qu'elle organise deux conférences mondiales, l'une au cours des années 90, à une date qui devra être fixée par l'Assemblée générale avant 1990, et la seconde en l'an 2000. La décision concernant l'augmentation du nombre de membres afin qu'il soit plus représentatif de l'actuelle distribution géographique, a été ajournée jusqu'en 1988. □

La gestion des ressources en eau

New York, 5-9 janvier 1987

Plusieurs parmi les plus célèbres experts mondiaux en matière d'eau et d'assainissement se sont retrouvés dans le cadre du Colloque interrégional pour améliorer l'efficacité de la gestion des ressources en eau.

Le colloque se subdivisait en cinq séances techniques: gestion des ressources financières; des ressources humaines; de la technologie; de la qualité de l'eau; et des fléaux de la nature, tels que les inondations et la sécheresse.

L'une des conclusions de la réunion concernait tout spécialement la femme: "On devra accorder la priorité à la formation de la femme afin de la doter de la qualification technique et administrative nécessaire à l'élaboration, l'opé-

ration et la maintenance des projets, ainsi que dans le domaine de la santé et de l'éducation. La création d'une prise de conscience et l'échange d'informations concernant la réalisation des projets en eau devront être axés sur le rôle fondamental que joue la femme au sein de la communauté, dans les zones rurales et la périphérie urbaine".

On peut dire que l'INSTRAW, par sa présence, a contribué à garantir que la participation féminine soit explicitement mentionnée dans le rapport final. Les modules de formation de l'INSTRAW sur *La femme, l'eau et l'assainissement* y ont également été présentés. □

Amélioration de la qualité de la vie

New York, 21-23 janvier 1987

La conférence annuelle du département d'information des Nations Unies pour les ONG, intitulée *Amélioration de la qualité de la vie: un ordre du jour pour l'action*, a organisé des ateliers consacrés aux points suivants: les réfugiés et les secours en cas de désastres; la faim, la famine et la sécurité alimentaire; le logement et les sans-abris; l'abus des stupéfiants et leur contrôle, ainsi que les droits de l'homme. Au cours de la séance plénière sur le logement, la Directrice de l'INSTRAW, Mme Dunja Pastizzi Ferencic, a souligné le lien existant entre la femme, le logement et le développement. □

Nouvelle réunion sur les ressources en eau

New York, 6-15 avril 1987

Au cours de sa huitième session, le Comité administratif de coordination du groupe formé par les différents Secrétariats en matière de ressources en eau potable a examiné plusieurs rapports.

L'un d'entre eux, présenté par la Commission économique pour l'Afrique, évaluait l'aménagement des ressources en eau dans les pays de cette région qui sont ravagés par la sécheresse. Un second rapport étudiait la formation de ressources humaines nationales dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Une troisième monographie, réalisée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) abordait les problèmes d'opération et de maintenance des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

D'autres points de l'ordre du jour concernaient l'influence de l'environnement en matière de ressources en eau et les activités de coopération technique. □

Soulageons le fardeau de la femme africaine

New York, 14 mai 1987

La ligue pour la sécurité alimentaire en Afrique, constituée par plusieurs organisations non gouvernementales et des organismes de développement des Nations Unies, parmi lesquels l'INSTRAW, a organisé une réunion consultative/atelier afin de découvrir comment alléger l'écrasant volume de travail de la femme africaine.

L'équipe spéciale de la Ligue, qui siège à New York, a choisi les femmes comme objectif principal, du fait que la sécurité alimentaire du continent dépend de l'amélioration de leur rendement. Cependant, avant d'assister à une augmentation du rendement de la fem-

me africaine grâce à la mise en place de projets créateurs de revenus, de potagers, de programmes d'alphabétisation, d'éducation sanitaire ou de projets coopératifs, il faut s'occuper de l'impressionnant fardeau de sa vie journalière.

Le matin, les ateliers ont examiné les intérêts en conflit, les problèmes et les obstacles latents dans le contexte communautaire. L'après-midi, les ateliers ont analysé comment les ONG peuvent et doivent exécuter des politiques et des programmes qui tiennent compte de la relation essentielle entre le rôle productif et le rôle reproductif de la femme. □



BENEFICES EGAUX POUR LES FEMMES

Une nouvelle Division des programmes pour la femme a été créée dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), afin de garantir qu'hommes et femmes profitent également des programmes de coopération technique qu'exécute le PNUD, et que la femme participe plus activement à l'administration du PNUD.

Ingrid Eide, ressortissante norvégienne, dirigera cette nouvelle division. Mme Eide arrive au PNUD après une brillante carrière au sein du gouvernement et de l'éducation en Norvège. Elle possède également une vaste expérience dans le domaine du développement international et des questions féminines. De 1968 jusqu'à maintenant, elle était professeur-assistant de sociologie à l'Université d'Oslo. Elle a également été membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW.

Parmi ses fonctions, la nouvelle Division se chargera de:

- coopérer avec les services opérationnels du PNUD en vue de définir le rôle de la femme dans le développement économique et social des pays récepteurs et assurer que ce rôle soit pris en considération lors de la programmation;
- travailler en étroite liaison avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) afin de garantir une complémentarité et une harmonisation des approches;
- élaborer des principes directeurs sur les femmes et le développement pour le personnel du PNUD et les gouvernements intéressés; et
- élaborer et superviser la mise en application des principes directeurs pour le recrutement et la promotion des femmes au sein du PNUD. □

La Banque Mondiale en faveur de la femme

La Banque mondiale a l'intention de doubler ses prêts en faveur des activités de population, de santé et de nutrition dans le cadre d'un programme visant l'amélioration de la condition féminine dans les pays en développement, a dit le Président de la Banque, M. Barber Conable, à la conférence sur le contrôle de la maternité, en février, à Nairobi (Kenya).

M. Conable a dit également que la Banque a l'intention de participer à la création d'un fonds en faveur de la santé maternelle, géré par l'Organisation mondiale de la santé. La Banque ferait un apport d'un million de dollars au budget prévu de 5 millions de dollars, pour trois ans.

"Nous croyons que, grâce aux

efforts conjoints des pays en développement, de la Banque, d'autres donateurs, d'organisations non gouvernementales et de groupes privés, nous pouvons réduire de moitié le nombre des femmes qui meurent au cours de leurs grossesses ou en couches, d'ici l'an 2000", a dit M. Conable. Actuellement, on enregistre près de 500.000 décès par an.

"Nous, qui travaillons en faveur du développement", a-t-il ajouté, "ne pouvons avancer beaucoup si nous laissons les femmes loin derrière nous. Leur potentiel est immense. Nos efforts en leur faveur sont discutables. Très souvent, nous ne les avons même pas consultées pour planifier le développement". □

Davantage de femmes accèdent aux échelons les plus élevés des Nations Unies

Au mois de mars, deux femmes ont été nommées Secrétaires générales adjointes des Nations Unies. Mme Margaret Anstee dirigera le Bureau de l'ONU à Genève et Mme Thérèse Paquet-Sévigny se trouvera à la tête du département de l'information à New York.

Mme Anstee était auparavant Sous-Secrétaire générale, chargée du département de coopération technique pour le développement; tout récemment on lui avait confié des fonctions spéciales de supervision de l'application des Recommandations du groupe des 18.

Mme Sévigny a travaillé dans le journalisme, l'enseignement, la re-

cherche de marchés, la gestion de médias et la publicité. Avant de faire partie des Nations Unies, elle était Vice-Présidente chargée de la communication à la Corporation de la radio et télévision canadiennes. Auparavant, elle avait été présidente d'une compagnie privée de communication et de publicité de Montréal.

Au mois d'avril, Mme Nafis Sadik a été désignée Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Le Dr Sadik, qui a obtenu son doctorat en médecine au Dow Medical College de Karachi, se trouvait depuis 1966, à la tête de la division de planification et de formation du Conseil national de planification familiale du Pakistan. Elle fait partie du FNUAP depuis 1971.

Une seule femme avait accédé auparavant au sommet de l'échelle hiérarchique, à la position de Secrétaire générale adjointe, il s'agit de Mme Lucille Mair, ex-Secrétaire générale de la Conférence de la femme à Copenhague, qui a occupé ce poste pendant deux ans. □



CARRIERE ET FAMILLE A L'ONU

Les conditions de service actuelles au sein des Nations Unies permettent-elles à l'homme et à la femme de concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle?

La question est posée par le deuxième rapport du Comité directeur pour l'amélioration de la condition de la femme au Secrétariat général, qui est dirigé par Mme Mercedes Pulido de Briceño. Le rapport examine les nombreuses interférences entre la vie personnelle des femmes et leur rôle professionnel.

Le rapport pose quelques questions fondamentales: le climat organisationnel de l'ONU favorise-t-il l'intégration de la vie familiale et du travail? Quels sont les sacrifices personnels auxquels la femme doit consentir afin de faire carrière au sein du système?

Dans la catégorie professionnelle, en fait, 48% à peine, c'est à dire, un peu moins de la moitié des femmes sont actuellement mariées, face à 85% des hommes appartenant à cette même catégorie. L'état civil n'est pas, en soi, un indicateur évident de responsabilités familiales. Plusieurs de ces femmes célibataires ont cependant une famille dont elles doivent s'occuper.

Il semblerait donc, dit le rapport, que le fait de travailler pour les Nations Unies a obligé la femme à choisir entre sa carrière et sa vie de famille. Généralement, l'homme n'a pas dû affronter le même dilemme, étant donné que, dans la plupart des cas, sa famille constitue un élément fondamental de soutien. Ce problème est endémique dans toutes les organisations qui impliquent de nombreux déplacements, qu'il s'agisse d'autres organisations internationales, du service diplomatique ou de corporations transnationales.

Le rapport traite aussi du congé parental, du soin des enfants, de la flexibilité des horaires de travail, de l'emploi des conjoints, des déplacements, de la réparation des torts, du chantage et de la discrimination sexuels. □

Conseil mondial de l'alimentation, p. 30

Nouvelles des régions

Devant la portée mondiale des questions relatives à la femme dans le développement INSTRAW Nouvelles lance une nouvelle rubrique consacrée aux informations en provenance des Commissions régionales de l'ONU. Les cinq Commissions régionales s'occupent des problèmes économiques et sociaux de l'Afrique, de l'Asie et du Pacifique, de l'Asie occidentale, de l'Europe et de l'Amérique latine. Elles constituent des filiales du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) qui regroupe 54 Etats membres.

CEA Commission économique pour l'Afrique

Les résultats d'une année entière d'activités en faveur du progrès de la femme africaine ont été examinés à la huitième réunion du Comité régional de coordination pour l'Afrique en matière d'intégration de la femme au développement, dans le cadre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

La CEA a créé des Centres multi-nationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOCS) pour les sous-régions Ouest, Centre, Est, Sud et Nord. Des représentants de chaque MULPOC ont retracé les activités entreprises en 1986 en matière de Femmes dans le développement. De nombreuses actions visaient le rôle joué par la femme dans l'agriculture et au sein des systèmes nationaux de sécurité alimentaire et à garantir que la femme et les questions féminines soient prises en considération dans la planification et les programmes nationaux. La formation professionnelle, l'accès aux prêts, l'usage de technologies alimentaires adéquates et la saisie des données ont également fait l'objet de priorité à l'ordre du jour des MULPOCS.

Le rapport d'activité du Centre africain d'investigation et d'entrafnement pour la femme portait sur la période comprise entre avril 1986 et avril 1987 et sur les activités en faveur de la femme menées par les MULPOCS de Gisenyi, Lusaka, Yaoundé et Niamey. Il a été constaté que l'ATRCW a participé activement à la planification et à la programmation nationales, en particulier dans les pays de langue portugaise.

La réunion a aussi examiné les études entreprises par la CEA en Egypte, en Ethiopie, au Gabon, au Kenya et au Rwanda, visant à l'évaluation des mesures prises par chaque gouvernement pour garantir l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à

l'égard des femmes. La Convention a jusqu'à présent été ratifiée par 87 pays du monde entier, dont 21 pays africains.

Selon le rapport, l'application de la Convention pourrait constituer un facteur fondamental de transformation de la condition féminine en Afrique. Plusieurs problèmes ont été identifiés: la pénurie en ressources humaines et financières, suite à la crise; la difficulté à harmoniser les législations nationales et les textes religieux; la traduction dans les dialectes locaux, l'analphabétisme féminin, etc... L'étude recommande aux gouvernements, aux ONG et aux particuliers de s'assurer que les codes civils en matière de personnes et de propriétés garantissent les droits et les devoirs des gens sans aucune discrimination de sexe ou d'aucune autre sorte. □

CEE Commission économique pour l'Europe

La Conférence des statisticiens européens s'est réunie de manière informelle à Genève, du 18 au 20 mai 1987 pour discuter des *Statistiques et indicateurs relatifs au rôle et à la situation de la femme*.

La réunion a examiné les points suivants: résultats obtenus dans chaque pays ayant utilisé les enquêtes d'emploi du temps pour en déduire des informations concernant la condition et la situation de la femme; méthodes de calcul de la contribution féminine au revenu du ménage et essais d'estimation de la valeur monétaire des travaux ménagers, des tâches familiales et de toute autre activité exercée au sein du foyer; estimation du sous-emploi féminin; et propositions de nouveaux travaux que devra exécuter la Conférence.

L'INSTRAW a présenté un résumé de la discussion et des recommandations de la réunion du groupe d'experts de l'INSTRAW, du BSNU et de la CEPALC sur *Le calcul du revenu de la femme et sa participation et production au sein du secteur informel* (Saint-Domingue, octobre 1986). □

CESALC

Commission économique et sociale pour l'Amérique Latine et le Caraïbe

Le siège sous-régional de la CEPALC à la Trinité-et-Tobago est le seul bureau de l'ONU dans cette sous-région qui possède un service spécial pour l'intégration de la femme au développement.

Un important projet a mené des études analytiques (à la Trinité-et-Tobago, Sainte Lucie, Saint Vincent-et-Grenadines). Les études ont montré quel pourcentage des ressources destinées aux services sociaux dans les budgets nationaux était destiné à la population féminine, et ont calculé le degré d'égalité dans la répartition de ces ressources.

Un autre projet sous-régional était axé sur le déplacement géographique des commerçantes de cette région —la population active la plus nombreuse dans le secteur informel— et donne des conseils pour la formulation de programmes d'action qui les favorisent.

La région toute entière s'inquiète des répercussions possibles des mesures d'aménagement de structures sur les femmes des Caraïbes. La CEPALC participera à la prochaine Conférence des économistes des Caraïbes qu'organiserà dans la sous-région le groupe de recherches international DAWN (Alternatives de développement pour la femme dans une nouvelle ère).

À la suite du succès obtenu par le stage-atelier organisé par la CEPALC, l'ILPES et l'INSTRAW sur La femme, la planification et le développement (Santiago, 1986), la CEPALC et l'ILPES sont en train de mettre au point un programme de stage similaire pour les Etats membres des Caraïbes.

Le Centre de documentation des Caraïbes du siège sous-régional de la CEPALC possède un système d'informations régional informatisé. Depuis 1983, le système comporte une très importante base de données bibliographiques concernant la femme. □

CESAP

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

De toutes récentes activités de recherche comportent un ensemble de cinq études régionales sur la question des femmes dans le développement, qui vont de l'emploi à l'activisme politique; l'analyse des résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme dans les pays de la région, qui se base sur les réponses que les gouvernements membres ont données à un questionnaire; des études de cas au niveau

national sur la femme et l'industrie touristique; la femme et le consumérisme; et une étude au niveau régional sur la participation de la femme à l'économie nationale.

Des activités de formation, parmi lesquelles une série d'ateliers sur les politiques et la planification destinées aux femmes rurales qui exercent des activités de production laitière, de sériciculture, de culture de riz et des travaux générateurs de revenus dans les collectivités de pêcheurs.

Un système de réseau d'information sur la femme appelé WINAP et qui vise à réunir, analyser et diffuser des informations, des idées, des techniques et des statistiques concernant la femme est en voie de formation. La CESAP a déjà commencé la première étape de ce projet en recueillant des informations essentielles et du matériel, et recevra volontiers toute aide en ce sens. Pour plus ample information sur WINAP, adressez-vous à la Division du développement social, M. Edward Van Roy, Directeur, Edifice des Nations Unies, Rajadamnern Avenue, Bangkok 10200, Thaïlande. □

CESAO

Commission économique et sociale pour l'Asie Occidentale

L'annuaire des femmes professionnelles arabes dont la parution est prévue pour décembre 1987 recensera les femmes en mesure d'être engagées pour des missions et des projets dans les pays du tiers monde, contribuant de la sorte à la coopération sud-sud.

Basée sur une étude de terrain dans deux villages, une évaluation des programmes de formation destinés aux moniteurs ruraux égyptiens permettra de vérifier si les matières enseignées sont à la fois valables et adaptées aux besoins des femmes rurales.

La participation de la femme aux activités du secteur informel constitue un problème majeur. Une évaluation de l'emploi féminin permettra de connaître le volume, l'envergure et la nature des activités féminines dans ce secteur économique.

Etant donné la quantité d'heures que la femme rurale de cette région consacre, chaque jour, au ramassage du combustible, la CESAO étudie s'il est possible d'utiliser des sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Une étude de faisabilité en vue de l'adoption de la technologie du biogaz en République démocratique populaire du Yémen vient de se terminer.

La publication intitulée *Etudes sur la femme rurale dans le développement* en est à son quatorzième numéro et traite régulièrement, en langue arabe, des questions relatives aux femmes dans le développement. □

Mère et son enfant à Ambato, Ecuador



Les jeunes filles, la science et la technologie

Ann Arbor, 24-29 juillet 1987

Des hommes et des femmes qui se consacrent à la recherche, à l'enseignement ou à la gestion dans le but d'améliorer l'accès des jeunes filles et des femmes à l'instruction et aux carrières scientifiques et techniques, se réuniront pour la quatrième assemblée internationale GASAT, à l'Université du Michigan (Etats-Unis). GASAT 4 aura lieu pour la première fois dans l'hémisphère occidental. Le nombre des participants a été augmenté à 150 pour que davantage de pays en développement puissent y assister.

Le thème central, *Une célébration de la diversité*, étudiera la diversité que les femmes ont apporté aux progrès

réalisés dans le domaine des sciences et de la technique; la diversité des cultures et des problèmes scientifiques et technologiques; et la diversité des barrières qui, dans les différentes cultures, s'opposent à la pleine participation de la femme aux études et aux carrières scientifiques.

GASAT 4 espère offrir:

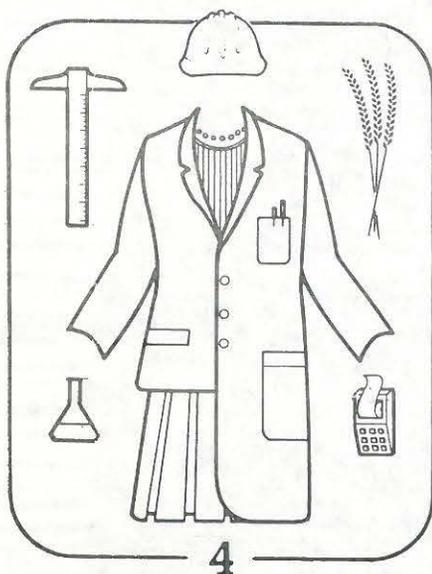
- une meilleure compréhension des barrières qui, dans de nombreux pays et cultures, s'opposent à ce que les femmes étudient et exercent une activité dans le domaine des sciences et de la technique.

- un résumé des stratégies et interventions qui ont déjà fait leurs preuves et qui sont susceptibles de pouvoir contribuer à modifier ou à vaincre ces barrières;

- l'occasion de fonder une association internationale de chercheurs et d'enseignants pour l'égalité dans la science.

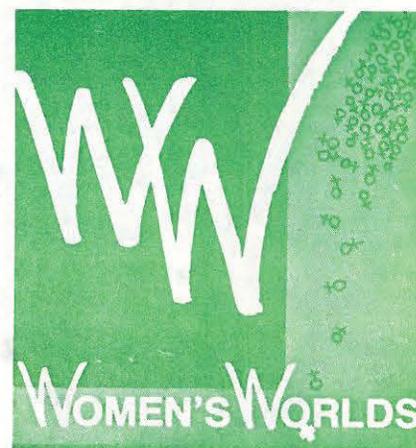
GASAT est né en 1979, à l'initiative d'un groupe de chercheurs intéressés de l'Europe du Nord qui se sont réunis de manière informelle afin de discuter de leurs travaux relatifs à l'accès des jeunes filles et des femmes aux carrières scientifiques et techniques. Ils ont suggéré d'organiser de manière régulière une assemblée internationale afin d'explorer la relation existant entre le sexe et la science. L'INSTRAW présentera, dans le cadre de GASAT 4, une étude basée sur les résultats de son rapport sur la femme et la technologie, qui étudiera le problème du point de vue des femmes des pays du tiers monde. □

GASAT



Les mondes de la femme : visions et révisions

Dublin, 6-10 juillet 1987



Le troisième congrès interdisciplinaire international sur la femme a sélectionné cette année un thème très vaste, *Les mondes de la femme: visions et révisions*.

Les exposés de l'INSTRAW traitent de l'impact des changements technologiques sur les femmes des pays en développement et de la discrimination à l'égard de la femme présente dans les définitions et la terminologie des matières d'enseignement.

Le congrès, qui se tient tous les trois ans, vise à rassembler des théoriciens et des praticiens d'une vaste gamme de disciplines et de domaines de connaissances afin de mettre en commun et d'examiner des questions importantes pour la femme. En y participant, l'INSTRAW attirera l'attention sur la femme des pays en développement et cherchera de l'aide pour les activités qu'il mène dans le tiers monde. □

La femme et le développement socio-économique

Belgrade, 21-23 avril 1987

La Conférence pour les actions sociales de la femme yougoslave a organisé, avec la coopération de la Commission yougoslave auprès de l'UNESCO, son XIIème Séminaire international. Le thème choisi était *La femme et le développement socio-économique*, subdivisé en deux facettes, la femme et le développement rural; et la femme et le développement technologique.

L'INSTRAW a envoyé un travail écrit par sa Directrice traitant de *La femme et l'économie internationale: recherches actuelles et priorités futures*. La consultante Borjana Bulajic y a représenté l'INSTRAW et Vida Tomsic, ex-membre du Conseil d'administration, y a présenté l'étude de l'INSTRAW sur *La femme et l'économie mondiale*. □

La femme, la santé et le développement

San José, 23-28 mai 1987

Près de 600 agents de santé, chercheurs et praticiens en médecine féminine du monde entier se sont réunis au Costa Rica à l'occasion du 5ème Congrès international sur la femme et la santé qui avait lieu pour la première fois dans un pays en développement.

La conférence était axée sur cinq thèmes principaux: politiques de population et droits en matière de procréation; santé communautaire, risques pour la santé dus à l'environnement, abus de stupéfiants et système de services médicaux.

Le Centre féministe d'information et d'action (Centro Feminista de In-

formación y Acción, CEFEMINA) a coordonné la réunion qui se trouvait sous les auspices d'onze organisations féminines nationales et internationales: Perú Mujer, Centro Ecuatoriano para la Promoción y Acción de la Mujer, Women's Global Network on Reproductive Rights, International Baby Food Action Network, Health Action International, SOSHIREN Tokyo, Isis WICCE, Dispensaire des femmes.

Dans les ateliers sur le logement, l'INSTRAW a mis en lumière la relation existant entre la femme, le logement, l'eau potable, l'assainissement, la santé et le développement. □

L'ITALIE ACCORDE SON APPUI AUX FEMMES DANS LE DEVELOPPEMENT

La nouvelle loi sur la coopération avec les pays en développement votée par le parlement italien en février 1987 établit que "la coopération en faveur du développement devra rechercher l'amélioration de la condition féminine et permettre le progrès de la femme".

Il sera créé un comité consultatif où seront "dûment représentées des personnalités féminines ayant une solide expérience dans le domaine de la coopération au développement et la situation des femmes dans le tiers monde".

La loi établit qu'au sein de la Direction générale pour la coopération en faveur du développement du Ministère des affaires étrangères, on organisera un bureau qui étudiera et formulera des propositions pour promouvoir le rôle de la femme dans les pays en développement. □

Les ONG cherchent des logement pour les sans-abris

Nairobi, 1-4 avril 1987



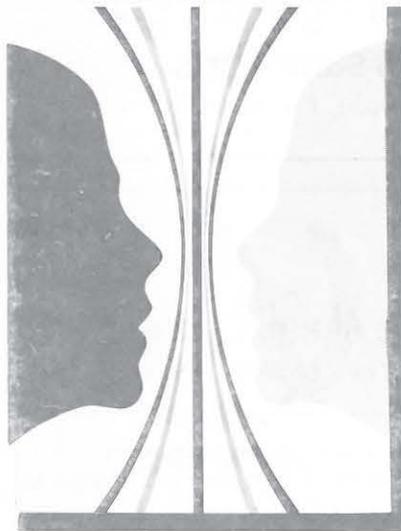
Le Forum mondial des organisations non gouvernementales (ONG) qui s'occupent du logement en faveur des sans-abris a étudié les progrès accomplis au cours des dix dernières années depuis l'adoption par les Nations Unies des 64 Recommandations préconisant des mesures au niveau national en matière de logement et de croissance des agglomérations urbaines et l'examen des nouvelles dispositions à prendre.

Les recommandations d'actions futures s'appuient sur un rapport mondial du Conseil international pour l'habitat lequel comporte plus de 200 études de cas où les collectivités locales se sont révélées capables d'améliorer leurs propres conditions de vie grâce à l'aide appropriée du gouvernement ou d'autres institutions. Le Forum a mis au point des recommandations qui seraient soumises la semaine suivante à la Commission des Nations Unies sur les établissements humains (CNUEH) à sa 10ème session qui commencera le 6 avril 1987.

Articulé autour de trois thèmes principaux, le Forum a étudié l'importance des établissements humains pour le développement économique, la santé, la condition féminine, etc.; ce que les ONG font déjà, ou pourraient faire dans ce domaine; et le rôle des institutions publiques, depuis l'établissement jusqu'au soutien des politiques en la matière. □

La dimension féminine du développement

Rome, 28 avril 1987



PER UNO SVILUPPO
A DIMENSIONE DONNA

AIDOS (Association Italienne des femmes pour le développement) a organisé un symposium intitulé: "La femme, rencontre au niveau mondial", afin d'étudier les théories et les applications pratiques actuelles dans le domaine du développement international. Mme Daniela Colombo, membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW et fondatrice d'AIDOS, a parlé de la coopération italienne en faveur du développement. Mme Bianca M. Pomerani a analysé la méthodologie des projets. Mme Marina Vaccari a décrit les activités de l'INSTRAW en matière de recherche et de formation. D'autres oratrices ont traité des problèmes qu'affronte la femme africaine. □

La femme cadre et professionnelle

L'Association nationale des femmes cadres et professionnelles (ANMEPRO) qui vient d'être créée en République Dominicaine, recherche l'égalité des chances et de condition pour la femme dans les sphères économique, politique et sociale. ANMEPRO est membre de la Fédération internationale des

femmes chefs d'entreprise et professionnelles, qui a un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. L'INSTRAW et l'ANMEPRO ont été invitées au Congrès international de la Fédération qui se tiendra en août 1987, à La Haye (Pays-Bas). □

La femme et le développement a Cuba

En février, la Fédération des femmes cubaines a tenu un atelier sur la femme et le développement dans le contexte de la 5ème Conférence des sciences sociales, à l'Université de La Havane. A

la mi-avril, la Fédération a organisé un séminaire visant à *Identifier/préparer des projets de coopération technique qui favorisent l'intégration de la femme au développement.* □

Coalition pour les femmes

Washington, 19 mai 1987

Au cours de la réunion de la Coalition pour les femmes dans le développement international, les questions suivantes ont été examinées: idées que se fait le grand public aux Etats-Unis du tiers monde, telle qu'elle

ressort d'un sondage d'opinion publique, les activités de l'UNIFEM et de l'INSTRAW et la création du Conseil de l'INSTRAW aux Etats-Unis, ce dernier sujet ayant été présenté par Mme le Dr Irene Tinker. □

LA FEMME ET LA SECURITE ALIMENTAIRE

Beijing, 8-11 juin

A la 13ème session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation, l'INSTRAW était représenté par Mme Lin Shangzhen, membre du Conseil d'administration. Voici un extrait de son discours:

"Nous savons les efforts que réalise actuellement le Conseil mondial de l'alimentation pour obtenir de l'appui et pour essayer de garantir la cohérence des principes d'action des gouvernements et des organisations internationales en vue de trouver une solution aux graves problèmes de l'alimentation du monde entier. Nous suivons de très près les travaux que poursuit le Conseil dans le but de promouvoir un système efficace de sécurité et d'autosuffisance alimentaires, puisque que ce sont ces deux réalités qui déterminent la condition de la femme dans de nombreux pays en développement.

Au fur et à mesure que les gouvernements se rendent compte de l'importance du rôle que joue la femme dans l'agriculture et dans l'autosuffisance alimentaire, on prend des mesures pratiques en vue d'incorporer les questions féminines.

Faire reconnaître l'importante contribution de la femme au développement agricole par le biais de son rôle fondamental de productrice d'aliments dans de nombreuses régions du monde, tel est l'engagement à long terme de l'INSTRAW. L'un des principaux champs d'action de ses programmes est consacré au rôle que joue la femme dans l'agriculture et dans les systèmes de sécurité alimentaires des pays en développement.

Il est essentiel que les programmes et les projets de développement agricole et rural soient conçus de manière à faire dans la mesure du possible, appel aux ressources locales, être adaptés aux routines de travail journalières de la femme et être conçus comme des programmes participatifs où la femme devient l'agent de son propre progrès. □

Bibliothèque

sélection de publications

Travaux du Séminaire interrégional sur La femme et la Décennie interrégionale de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, INSTRAW, Saint-Domingue, 1987, 306 pages, anglais. Nations Unies, publication pour la vente, No. E.87.III.C.2*.

Ce séminaire organisé par l'INSTRAW au Caire, du 12 au 16 mars 1984, a mis en évidence des problèmes dans différents secteurs, liés à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement (d'ordre socio-économique, sanitaire, scientifique et technique), ainsi que des solutions basées sur des réalisations couronnées de succès dans plusieurs pays et régions.

Les monographies traitent de questions concernant la femme, l'eau et l'assainissement dans des pays aussi différents que le Kenya, la Tanzanie, le Burkina Faso, la Chine, l'Inde, le Sri Lanka, l'Indonésie, le Panama, la République Dominicaine et la Californie. Une douzaine de monographies décrivent la situation égyptienne; d'autres exposent le point de vue des pays donateurs, étudient la littérature disponible sur le thème de la femme, l'eau et l'assainissement ou analysent le rôle que joue la femme dans l'approvisionnement en eau, l'évacuation des déchets et l'administration des ordures solides. Cet ouvrage est destiné à la vente.

Travaux du Séminaire interrégional sur L'incorporation de la femme à la planification du développement, INSTRAW, Saint-Domingue, 1987, 346 pages, anglais, Nations Unies, publication destinée à la vente, No. E.87.III.C.1*.

Ce séminaire sur L'incorporation de la femme à la planification du développement fut organisé par

* Pour obtenir ces publications, veuillez adresser aux Nations Unies, Sales Department, N.Y. 10017, U.S.A.

l'INSTRAW, à Saint-Domingue, du 5 au 11 décembre 1983.

Les Travaux se composent du rapport du séminaire ainsi que de 19 monographies présentées par les participants en provenance de plusieurs régions — hauts fonctionnaires chargés de la planification nationale, spécialistes des problèmes de développement ainsi que de la femme dans le développement.

Les monographies traitent différentes questions, telles que la nécessité de données impartiales; le rôle de la femme au sein des associations bénévoles; les points de vue de l'OIT, de l'ILPES et de l'ONUDI en ce qui concerne l'intégration de la femme à la planification du développement; les perspectives régionales en Afrique; des études de cas réalisées en Inde et en Yougoslavie; ainsi que des résultats obtenus au Kenya, à la Trinité-et-Tobago, en Jordanie et au Pérou. Cet ouvrage est destiné à la vente.

Comment former utilisateurs et producteurs au recueil de statistiques et d'indicateurs concernant la femme et le développement, BSNU, CEA, INSTRAW, Saint-Domingue, 1986, 144 pages.

Ce compte-rendu du séminaire sous-régional (Harare, 1985), destiné aux utilisateurs et producteurs de statistiques et d'indicateurs concernant la femme, comporte le programme, le matériel utilisé et les débats. Il peut servir de modèle et être d'une grande utilité pour tous ceux qui souhaiteraient organiser des séminaires de ce genre dans d'autres pays ou régions, une fois réalisée l'adaptation pertinente aux circonstances et aux besoins locaux.

La structure du rapport rejoint celle du séminaire:

- un examen de la demande en matière d'utilisations et de sources de

statistiques et d'indicateurs concernant la femme;

- la présentation, la discussion et le calcul des statistiques et indicateurs concernant la participation féminine dans les domaines de la composition et les mouvements de population, l'urbanisation et les migrations, les ménages et les familles; l'éducation et les niveaux d'instruction, l'emploi et les activités économiques, la santé, les organisations féminines et l'activisme politique;

- la discussion des programmes nationaux de recueil et de compilation de statistiques concernant la femme, ainsi que de diffusion et d'utilisation pour l'élaboration des politiques et de la planification nationales; et finalement;

- des exercices qui illustrent l'étude des indicateurs dans des domaines spécifiques.

Les conclusions du groupe d'experts relatives au calcul des revenus de la femme et à sa participation et production au sein du secteur informel, INSTRAW, Saint-Domingue, 1986, 27 pages, anglais.

Ce rapport met en lumière quelques aspects du débat actuel au sujet du secteur informel. Il comporte le compte-rendu de la réunion du groupe d'experts qui s'est tenue à l'INSTRAW en 1986.

Les experts ont étudié les différentes définitions du secteur informel, ils ont mis en évidence les concepts et les tabulations entachés de préjugés sexuels et ils ont examiné les méthodes utilisées afin d'obtenir une couverture plus satisfaisante. Les discussions les plus importantes ont traité des limites du SNC et de son système de classification. Le rapport contient également les recommandations et les propositions qui ont surgi au cours de la réunion ainsi qu'une description des domaines où des études ultérieures sont indispensables. □

Moulant le grain à Ouahigouya, Burkina Faso



Nous avons lu...

Inégalités de Sexe dans les Emplois Urbains dans le Tiers Monde (*Sex Inequalities in Urban Employment in the Third World*), édité par Ricbar Ankei et Catherine Hein. Etude préparée pour l'Organisation Internationale du Travail, 1986, 378 pages, anglais.

Cette collection d'études de pays examine l'emploi des femmes dans le secteur moderne non agricole, c'est-à-dire le secteur plus dynamique de l'économie lorsque le développement a lieu.

Le chapitre d'introduction présente les principales théories sur la position désavantagée des femmes travailleuses (néo-classique, segmentation du marché du travail, et théories du genre ou féministes). D'autres déterminants examinés sont l'organisation du travail dans le secteur moderne selon les lignes établies dans les pays industrialisés; les attitudes et les pratiques d'administration; les restrictions culturelles sur les femmes, et la division du travail au foyer.

Les études de cas par pays (Chypre, Ghana, Indes, Maurice, Nigéria, Sri Lanka et Pérou) recherchent les limites d'emploi pour les femmes dans le secteur moderne. Combinant les données des niveaux macro et micro, les études de cas soulignent l'inégalité dans les salaires entre les travailleurs hommes et femmes; les différences dans les pratiques de recrutement, engagement, renvoi et promotion entre les hommes et les femmes, et l'effet des responsabilités de famille sur le développement des carrières.

Jeunes Femmes en Amérique Latine (*Mujeres Jóvenes en América Latina: Aportes para una Discusión*), Commission Economique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (CEALC), ARCA, Foro Juvenil, Montevideo, 1985, 408 pages, espagnol.

Les jeunes femmes latino-américaines (environ 37 millions âgées de 15 à 24 ans) sont en train de vivre de plus en plus une nouvelle autonomie, grâce à la possibilité du contrôle de la fertilité, d'une meilleure éducation et de trouver un emploi. Mais c'est encore un des groupes les plus vulnérables dans la région, comme le signale le chapitre d'introduction écrit par la Division du Développement Social de la CEAL. Beaucoup de femmes dans les zones rurales on dans les périphéries sont mères sans le vouloir, peuvent trouver seulement des travaux sous-payés comme employées domestiques, ou vivent à l'écart de la société.

Ce recueil d'articles présenté au séminaire *Réflexions sur les Jeunes Femmes: Problèmes Préliminaires et Expériences*, (ECLAC, Santiago, Chili, 1984) décrit la situation des jeunes femmes latino-américaines comme une lutte entre la tradition et le changement, comme un espace de contradictions, et une recherche pour des alternatives au milieu de crises politiques et sociales.

L'article sur l'Argentine analyse la participation et l'exclusion des jeunes femmes dans la sphère sociale, à la suite de leur socialisation dans l'idéologie de la domesticité. Au Brésil, un profil est esquissé à partir des jeunes qui travaillent et étudient simultanément à São Paulo. Une analyse situationnelle des jeunes femmes colombiennes illustre le recensement de données avec des histoires vécues. L'article chilien analyse plusieurs études de recherche sur les jeunes, leur socialisation, la maternité précoce, l'éducation, l'emploi et la participation sociale. La contribution du Mexique passe en revue des études existantes sur les jeunes femmes, et une étude de la Bolivie se concentre sur la participation sociale, l'éducation, le

travail et la reproduction. Ce livre est un outil important pour comprendre la situation des jeunes femmes en Amérique Latine.

Du devoir être et du faire des femmes: deux cas d'étude en Argentine (*Del deber ser y el hacer de las mujeres: dos casos de estudio en Argentina*), par Catalina Wainerman, Elizabeth Jelin et Maria del Carmen Feijoo, *El Colegio de Mexico, PISPAL, Mexico 1984, 230 pages.*

Dans *Le Monde des Idées et des Valeurs: femmes et travail*, Catalina Wainerman analyse des textes provenant de cinq sources majeures d'idéologie: l'Eglise Catholique, les lois, les sciences sociales, les manuels scolaires et les revues de femmes, entre 1945 et 1955 en Argentine. C'était les années du boom d'après-guerre, les jours d'Evita Peron et du péronisme, les années où les femmes obtiennent le vote et atteignent en même temps un partage minimum de la force de travail. Wainerman recherche, rigoureusement, dans les textes, les messages cachés ou évidents, signalant des rôles, des attitudes et des attentes différenciés par le sexe. Dans une ambiance historique précise, elle retrace l'ascension complexe du péronisme à partir des données économiques, puis explique la conduite productrice et reproductrice des femmes pendant ces années-là à la lumière de ces messages idéologiques.

Elizabeth Jelin et Maria del Carmen Feijoo font une autre approche pour faire leur portrait des femmes contemporaines de la classe ouvrière à Buenos Aires. Magnétophone en main, elles ont suivi et enregistré ces femmes pendant 18 mois, puis transcrit et analysé le matériel. Leur étude, intitulée *Pressions croisées: travail et famille dans la vie des femmes*, reproduit les

cycles de vie, les réponses de ces femmes aux questions domestiques et extra-domestiques, de l'enfance à l'âge adulte. Nées et socialisées entre 1939 et 1954, en fait légèrement au-delà de la période analysée par Wainerman, elles ont appris à devenir femmes avec ces messages sexistes et luttent à présent sous des conditions socio-économiques et culturelles complètement différentes, que les auteures ont prises très sérieusement en considération.

L'Impact de Nouvelles Technologies sur la Formation et le Travail des Femmes (*El Impacto de las Nuevas Tecnologías sobre el Trabajo de la Mujer*), por Pilar Escanio et Inés Alberdi, Instituto de la Mujer, Ministerio de Cultura, Madrid, 1986, 134 pages, espagnol.

Cette étude essayé d'éclaircir la relation entre les avancements technologiques récents et l'emploi des femmes, l'éducation et les attitudes en Espagne, avec deux buts pratiques, le premier, esquisser une politique sur la technologie favorable aux femmes et, le second, établir une base méthodologique pour des études futures.

Les auteures signalent que l'étude des changements technologiques en ce qui concerne les femmes, expose les mêmes problèmes qui ont toujours affecté les femmes dans le marché du travail, c'est-à-dire, leur vulnérabilité en temps de renvois et leur manque continu d'accès à de nouvelles technologies par manque de formation.

Dans la banque —un domaine rapide pour adopter de nouvelles technologies— le plus grand effet a été de sous-engager, pour l'analyse des données, des femmes travaillant chez elles. D'autre part, alors qu'un certain travail de secrétariat devient hautement qualifié, d'autre types de travail administratif tels que l'entrée de données, devient sous-qualifié, dévalorisé, et du domaine des femmes.

Dans la production industrielle, cependant, plus l'industrie adopte les nouvelles technologies, plus il y a de femmes dans les lignes d'assemblage, faisant des incursions dans des travaux habituellement effectués par des hommes. Mais l'industrie du vêtement, par exemple, choisit de ne pas investir dans de nouvelles technologies et con-

tinue d'employer ses équipes de travail féminin bon marché, désorganisé.

En conclusion, l'étude rapporte que les effets négatifs les plus importants sur l'emploi et l'égalité dérivent du manque de formation des femmes, dès les premières années scolaires. Cependant, les auteures mettent en garde contre le fait que les femmes elles-mêmes se situent "comme participantes actives dans les discussions, les décisions et les emplois des technologies nouvelles".

Les femmes inventeurs existent, par Farag Moussa, Genève, 1986, 224 pages, français.

Dans cette enquête pour prouver que les femmes sont également capables d'invention technologique, l'auteur a recherché, voyagé et interviewé à travers le monde. Le résultat c'est cette série de brefs profils d'inventeurs contemporaines, âgées de 8 à 81 ans. Elles viennent de 26 pays aussi lointains que le Népal, le Zaïre et le Pérou.

Leurs découvertes et inventions vont de la technologie digne d'un prix Nobel au gadget: des ordinateurs créés pour des enfants autistes, des chaises roulantes guidées par la voix, des pesticides, des noullins à riz portatifs, des interrupteurs fiables, des produits à base d'herbe, des antibiotiques semi-synthétiques, des articles de toilette, des photographies ultra-fines et une machine à tisser.

Ecrit dans un langage simple et avec un style journalistique, cet ouvrage présente des modèles de rôle attrayants pour les jeunes gens, montrant que les femmes peuvent saisir la technologie, qu'elles peuvent dominer les complexités de l'algèbre et de la physique, ou construire des appareils qui économiseront du temps pour la vie journalière.

Etude de la Situation des Femmes en Ethiopie et Perspective Sociale (*Study of the Situation of Women in Ethiopia and Social Perspective*), Lakew Wolde-tekke and Hirut Terefe, Institute of Development Research/UNICEF, Addis Ababa, 1986, 103 pages, anglais.

Tout en soulignant que depuis un temps immémorial le domaine des femmes éthiopiennes a été le foyer les auteurs montrent comment de nos

jours les nouvelles pressions économiques et sociales sont en train de changer les rôles des femmes. Les femmes éthiopiennes, par exemple, deviennent un important soutien de la famille dans leur effort pour améliorer les ressources chaque jour plus maigres de la famille.

Woldetekle et Terefe choisissent des scénarios telles que les zones urbaines et rurales avec et sans projets de développement. L'étude évalue les progrès dans la condition économique et social des femmes, aussi bien que leurs conditions de vie et leurs opportunités dans l'emploi, l'éducation et la formation. Finalement, des recommandations sont faites dans les domaines du mariage, de la planification familiale, de l'éducation et la formation de l'enfant, du travail domestique, des politiques de l'eau et de l'énergie.

Women in the World, an International Atlas (*Atlas international de la femme à travers le monde*), Joni Seager et Ann Olson, Simon and Schuster, New York, 1986, 128 pages.

Grâce à ses 40 cartes en couleurs, cet atlas présente un panorama complet et détaillé de la condition féminine à travers le monde. En convertissant les statistiques en impressionnantes représentations graphiques, il rend les données relatives à la femme plus accessibles, plus faciles à comprendre et plus attrayantes.

Chaque carte expose un aspect principal et un ou deux aspects secondaires. Un texte assez court sert de présentation et de trait d'union entre chaque graphique. A la fin, des notes qui portent sur chaque carte apportent des commentaires, des références et une bibliographie.

Les données sont regroupées en thèmes centraux: mariage, maternité, travail, ressources, assistance sociale, autorité, systèmes politiques, la politique établie en ce qui concerne le changement et les statistiques, qui se ramifient en sous-thèmes.

Comme le dit l'introduction de cet important ouvrage de référence, mettre sur cartes le monde de la femme dévoile des caractéristiques qui restent le plus souvent dans l'ombre dans les tableaux de statistiques ou les textes: les ressemblances et les différences, les identités et les contrastes entre les femmes du monde entier. □

*más de la mitad de la vida
más de la mitad del trabajo
más de la mitad de la pobreza
más de la mitad del amor
más de la mitad de los sueños...*



8 DE MARZO : DIA INTERNACIONAL DE LA MUJER

ONU/INSTRAW • ONU/PNUD • DIRECCION GENERAL DE PROMOCION DE LA MUJER • PROFAMILIA • CEPAE

Journée internationale de la femme

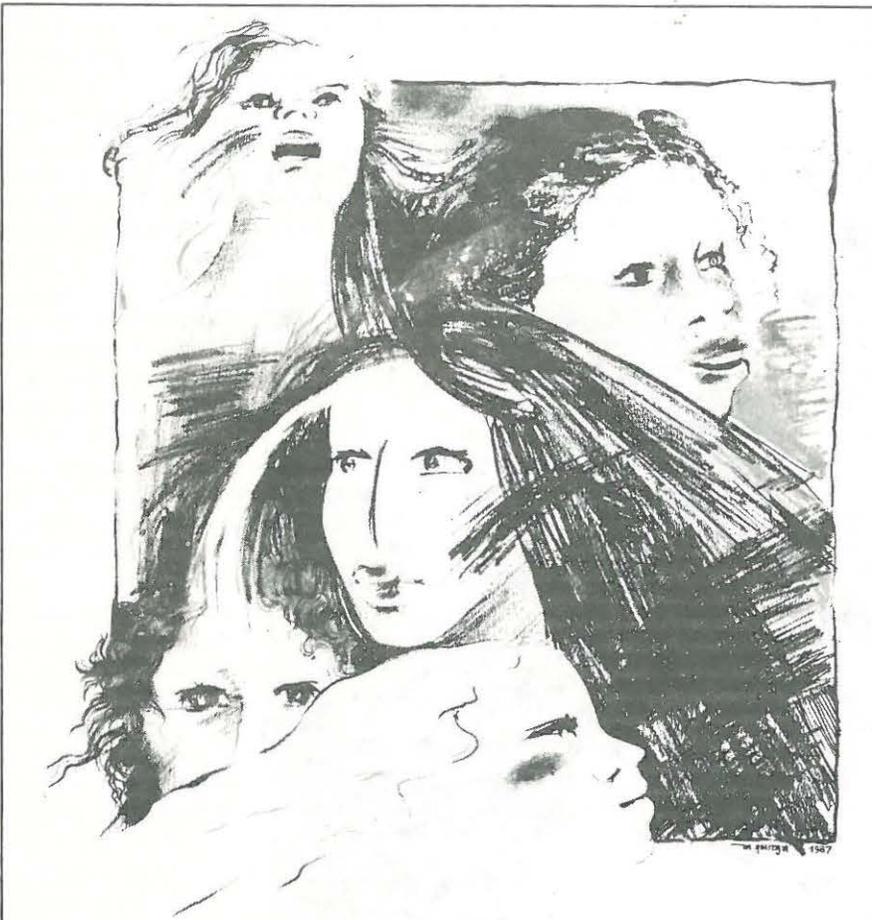
8 Mars

● A NEW YORK

L'Action Affirmative a été le thème du symposium organisé par le Groupe pour l'égalité des droits pour les femmes aux Nations Unies. La modératrice du débat et Présidente du Groupe, Mme Ciccel L. Gross, a introduit les orateurs disant que "l'atten-

tion aujourd'hui est dirigée au manque d'égalité et à la discrimination qui affligent un groupe particulier des femmes — celles du Secrétariat des Nations Unies".

Le Secrétaire-Général, M. Javier Pérez de Cuéllar, a passé en revue les actions entreprises aux Nations Unies pour les femmes depuis le 8 mars 1986.



*(Nous sommes) plus de la moitié des chiffres.
(Nous faisons) plus de la moitié du travail.
(Nous sommes) plus de la moitié des pauvres.
(Nous avons) plus de la moitié de l'amour.
(Nous avons) plus de la moitié des rêves.*

Cette affiche, créée par Millaray Quiroga, a été produite par l'INS.RAW en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement, la Direction Générale de Promotion de la Femme, PROFAMILIA et CEPAE, à Saint-Domingue.

Il a trouvé l'an passé "désappointant", car la congélation du recrutement requis par la crise financière a rendu impossible d'augmenter le nombre de femmes dans la catégorie professionnelle. "Les Nations Unies ne peuvent pas se présenter au monde comme l'appui principal de l'avancement des femmes", dit-il, "si les femmes ne sont visiblement pas engagées dans ces activités à de hauts niveaux de responsabilités".

La coordinatrice pour l'Amélioration du statut des femmes au Secrétariat, Mme. Mercedes Pulido de Briceño, a dit "qu'il faut absolument s'engager sur le concept de l'action positive si nous voulons (...) obtenir un changement de valeurs et une nouvelle psychologie, ainsi qu'une amélioration de la condition des femmes".

D'autres orateurs furent le Secrétaire général adjoint pour l'administration, M. Martti Ahtissari et le Sous-Secrétaire pour la gestion des ressources humaines, M. Kofi Annan.

Le Secrétaire général reçut un document signé par 2.000 membres du personnel réclamant une action immédiate pour mettre un terme à la discrimination contre les femmes aux Nations Unies et atteindre en 1990 le but de 30 pour cent de femmes dans les catégories professionnelles. □

● A GENEVE

Le Groupe de l'égalité des droits pour les femmes des Nations Unies à Genève a invité Eleonor MacDonald, une experte en formation, à diriger un atelier sur *Les relations interpersonnelles-répondre, non réagir*. Environ 150 personnes des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève ont pris part à un débat sur la manière de résoudre les problèmes plus efficacement à travers une meilleure communication.

Le nouveau Directeur général, Jan Marlenson, a souligné le besoin d'une collaboration réelle, sincère et égale, entre les hommes et les femmes, à tous les niveaux et dans tous les domaines. Ceci, a-t-il ajouté, est en accord avec les idées promulguées par la charte des Nations Unies.

A un déjeuner-débat organisé par 1-0/0 pour le Développement et le Groupe des Femmes, Joyce Chikara, la Directrice exécutive de *Freedom from Hunger* (Zimbabwe) a parlé du rôle des femmes dans les mouvements nationaux qui se développent actuellement dans toute l'Afrique pour améliorer la sécurité de l'alimentation locale. □

● A VIENNE

Les membres du personnel des Nations Unies à Vienne, le troisième siège général des Nations Unies, a observé la Journée Internationale de la Femme avec un appel pour une action continue pour la promotion des femmes dans l'organisation.

Les femmes dans le lieu de travail international a été le thème d'un débat organisé par le groupe pour l'égalité des droits pour les femmes, dans le Centre International de Vienne, foyer de plusieurs bureaux et d'agences spécialisées des Nations Unies où travaillent environ 4.200 employés.

Margaret Joan Anstee, Secrétaire générale adjointe et Directrice générale du Bureau des Nations Unies à Vienne, a invité à observer la situation changeante des femmes aux Nations Unies et leurs perspectives futures. William Angel, Responsable d'affaires sociales du Service pour la promotion de la femme, a examiné les progrès que les femmes ont faits sur le plan international. Diane Stagliano, une spécialiste en formation auparavant à l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), a insisté sur le besoin de formation pour les femmes.

Des groupes de discussion ont identifié de nombreux problèmes spécifiques aux femmes dans le marché

de travail international, tels que leur engagement dans la prise de décision, le manque et l'acquisition d'aptitude à la négociation, le besoin de s'affirmer, du réseau de communication, et la lutte contre les attitudes sexistes en promouvant l'usage d'un langage non sexiste. □

● A L'INSTRAW

Avec de la musique et des gens du monde entier, la famille des Nations Unies en République dominicaine a célébré le 8 mars avec un événement organisé par l'INSTRAW. Dans le vaste hall d'un entrepôt du dix-septième siècle, au coeur du district historique de Saint-Domingue, les Chanteurs des Nations Unies ont interprété des chansons folkloriques de toutes les régions du monde. Mme Rhina Ramirez, une artiste dominicaine a chanté des ballades sur les femmes. La Directrice de l'Institut, Mme Dunja Pastiz-Ferencic, accueillit une centaine d'invités environ, qui ont chanté et frappé des mains au rythme des chansons. Mme Magda Moyano, Représentante résidente adjointe des Nations Unies, a décrit le travail des Nations Unies pour le bien-être des femmes en République Dominicaine. Mme Jacqueline Malagón, Membre de droit du Conseil de l'INSTRAW, a réfléchi sur la rupture récente des attitudes traditionnelles qui ont confiné les femmes à la sphère domestique.

Ce jour-là, partout dans le monde, les femmes célèbrent leur contribution à l'histoire et à la culture. C'est devenu un moment de prise de conscience globale des droits de la femme, un moment où les femmes serrent leurs liens, malgré les différences nationales et culturelles. C'est aussi un temps de réflexion sur le long chemin parcouru par les femmes vers l'égalité, le développement et la paix, et tout ce qui leur reste à voyager.

Le 8 mars, l'INSTRAW célèbre l'avancement des femmes vers le plein exercice de leurs droits politiques, légaux, économiques et sociaux. Il est reconnu partout à présent que c'est un processus historique irrévocable. □

Un message de joie

MUSIQUE ET AMITIE PARMI LES PEUPLES DU MONDE

La musique est peut-être la plus ancienne forme de communication universelle. Chaque communauté a chanté son histoire, ses exploits et sa vie journalière, ses joies et ses peines. De nos jours, la musique bâtit des ponts entre les peuples, forgeant des liens de compréhension et de bonne volonté.

Cette année, les Chanteurs des Nations Unies ont visité la République Dominicaine pour la première fois, portant leur message d'amitié parmi les peuples. Du 8 au 16 mars, ils ont chanté dans plusieurs villes dans le cadre du Festival de Musique du Collège Carol Morgan. Le 9 mars ils ont chanté lors de la célébration du Jour international des femmes à l'INSTRAW.

Le chœur est formé par des membres du personnel des Nations Unies à New York. Cette année marque leur quarante-septième anniversaire à chanter des chansons folkloriques de toutes les régions.

L'un après l'autre, les 37 chanteurs en costume typique se présentent et décrivent leurs vêtements à l'audience. Kaftans brodés, chemises en batik, jupes à volants, vestes fleuries en soie, des tissus et des imprimés du monde entier illuminent la scène. Le directeur John L. Motley s'avance, et soudain tout s'anime avec rythme et joie lorsque le chœur s'embarque sur une vibrante chanson de bienvenue.

Les Nations Unies ont été établies pour assurer la justice et la paix, pour promouvoir le progrès social et encourager la compréhension entre les peuples. D'une façon joyeuse et puissante, les Chanteurs des Nations Unies portent ce message partout où ils vont. □

L'INSTRAW organise:

réunions, séminaires, ateliers

● Statistiques

Deux ateliers nationaux de formation pour utilisateurs et producteurs de statistiques concernant la femme auront lieu en octobre, l'un à Colombo (Sri Lanka), et l'autre à Jakarta (Indonésie). Les participants seront des fonctionnaires de bureaux nationaux de statistique, des chercheurs et des représentantes d'organisations féminines qui essaieront grâce à leurs échanges de vue constructifs d'identifier les principaux problèmes qui affectent les données actuellement disponibles sur les femmes.

L'atelier de cinq jours au Sri Lanka est organisé conjointement par le Centre de recherche sur la femme (GENWOR), un groupe de recherche et le point focal de l'INSTRAW dans ce pays.

L'ordre du jour provisoire comprend l'examen des sources de données concernant l'activité économique de la femme; la pertinence des instruments de recueil de ces données; l'importance des concepts utilisés pour mesurer l'activité économique des concepts utilisés pour mesurer l'activité économique dans les secteurs formel et informel; l'estimation de la production et des revenus féminins à partir des données et des tabulations disponibles; et finalement, l'identification des données qui posent des problèmes. □

● La femme, chef d'entreprise

Du 1er au 5 juin, des spécialistes internationaux se sont réunis au siège de l'INSTRAW, à Saint-Domingue, pour évaluer les modules de formation pour les femmes cadres et chefs d'entreprise du secteur industriel. Ces modules, fruits de la collaboration de l'INSTRAW, de l'ONUDI et du Centre international pour les entreprises d'Etat de Ljubljana, aident les femmes à surmonter les obstacles dus à la discrimination sexuelle sur leur lieu de travail. □

● Etudes sus la femme.

L'INSTRAW et l'Institut Simone de Beauvoir organisent conjointement un séminaire de formation interdisciplinaire sur *La femme et le développement: approches alternatives*, qui aura lieu du 8 au 11 juin à Montréal (Canada).

C'est pour deux raisons que ce séminaire se tiendra dans un pays développé. En premier lieu, pour développer la prise de conscience des pays développés vis-à-vis des problèmes que doit affronter la femme des pays en développement en vue d'obtenir leur soutien; en second lieu, pour profiter de la compétence de spécialistes en questions relatives à la femme dans le développement.

Les résultats de cette expérience visant à former des instructeurs seront mis à profit par l'INSTRAW dans ses programmes d'élaboration de plans d'études internationaux pour les institutions du monde entier qui enseignent ces questions.

Le but de ce séminaire est d'offrir aux professeurs et aux enseignants

spécialistes des questions des femmes dans le développement une base conceptuelle et analytique leur permettant de situer les problèmes nationaux dans un cadre international. □

L'INSTRAW organisera conjointement avec l'Institut international pour les études sur le travail (ILIS), un séminaire international sur *La formation aux questions des femmes dans le développement* qui aura lieu à Genève en juillet 1987. Des spécialistes en provenance du monde entier y présenteront des travaux sur différents aspects des études relatives aux femmes dans le développement, tels que l'élaboration de programmes d'enseignement, des expériences de formation et l'intégration de ces études à d'autres disciplines du développement.

Ce séminaire essaiera de faire de la femme dans le développement un sujet d'étude de l'instruction formelle et informelle et des cours de formation donnés dans le monde entier. □

● L'eau et l'assainissement

Cette année, l'INSTRAW sera l'hôte de la Quinzième réunion du Comité directeur interinstitutionnel pour l'action coopérative en faveur de la Décennie internationale des Nations Unies pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement (IDWSSD). Les 5 et 6 novembre 1987, des représentants des diverses institutions se réuniront à Saint-Domingue pour faire le point sur les progrès accomplis au cours des dernières années en ce qui concerne la réalisation des objectifs de la IDWSSD et faire part des activités qu'ils se proposent de réaliser. □

● La femme, la planification et le développement

A la suite du succès remporté par le séminaire-atelier organisé conjointement avec l'ILPES à Santiago (Chili) en novembre 1986, un séminaire du même genre se tiendra à Quito (Equateur) cette année, du 16 au 27 novembre. Cet événement, financé par le PNUD, est organisé conjointement par l'INSTRAW, l'ILPES et l'IECAIM, point focal de l'INSTRAW en Equateur. Des planificateurs du développement et des membres d'organisations féminines y analyseront la participation de la femme aux plans de développement, au niveau national. □

POUR EVITER LES DISTORSIONS D'ORIGINE SEXUELLE

LISTE DE CONTROLE DES FACTEURS QUI, OUTRE LA CONCEPTION DU QUESTIONNAIRE, CONDITIONNENT LA QUALITE DES DONNEES SUR LA FEMME

Facteurs d'administration de l'enquête

- A. La répartition sexuelle de l'équipe administrative de l'enquête
- B. Le financement de l'enquête (aux niveaux national et local)
- C. La promotion de l'enquête
- D. La rétribution des personnes participant à l'enquête (tangibles et intangibles)

Influence de l'enquêteur

- A. Sexe de l'enquêteur
- B. Formation reçue par l'enquêteur
- C. Expérience antérieure de l'enquêteur (acquise au cours d'enquêtes préalables)
- D. Origine sociale de l'enquêteur

Influence de la personne interviewée

- A. Sexe de la personne interviewée
- B. Utilisation de personnes interviewées supplétives
- C. Perception du but de l'enquête par les personnes interviewées
- D. Différences sexuelles en matière de facilité de parole (connaissance d'une langue véhiculaire, mots techniques, etc...)

DONNEES NECESSAIRES ET LEURS SOURCES

Données demandées en matière de	Recensement	Sources	
		Enquête sur les ménages	Autres
Droits légaux de la femme	aucune	peut-être**	Cadastre, statistiques de divorces, statistiques criminelles, etc...
Niveau d'instruction de la femme	bonnes	bonnes	Institutions éducatives
Etat de santé de la femme	aucune	acceptables	Institutions sanitaires, registres des décès, enquêtes démographiques spécialisées.
La femme et les médias	aucune*	aucune	Images obtenues dans les médias
La femme et la politique	aucune*	niveau de la communauté	Images obtenues des institutions politiques
La femme et les activités économiques	rare	bonnes	Inscriptions au chômage, enquêtes spécialisées, etc...
Les revenus féminins	aucune	acceptables	Données de l'impôt sur le revenu, données salariales
La femme et la famille	quelques unes	superficielles	Enquêtes sur la fécondité

* Excepté si les données professionnelles sont assez détaillées pour les obtenir à partir de celles-ci.

** Par exemple, lors du recueil de données sur la propriété foncière et le système successoral.

Nouvelles internes

• En janvier, le Sénateur Agustín J. Brasesco (Argentine) a visité l'Institut et s'est intéressé à nos activités.

• En janvier également, est venue Mafalda Sibille, membre de Acción ya, point focal de l'INSTRAW au Costa Rica.

• En février, La ligue des femmes votantes dominicaines a organisé un séminaire sur les femmes dirigeantes.

• Sujit Singh, ancien Directeur principal de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld à New York, a visité l'INSTRAW pour échanger des idées sur un futur Programme de système d'index sur ordinateur.

• Du Centre OIT/Turin est venu Guido Piva, pour commencer le module d'entraînement multimedia sur les Femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie (OIT/INSTRAW).

• L'emploi de nouvelles technologies de communications appliquées au domaine des Femmes en développement a été discuté en février, lorsque les experts Federick Rowley, Henrik Edelman, James Anderson et Bettina Corke, ont visité l'Institut.

• En mars, le Comité conseiller de prévention de la cécité, de l'Organisation panaméricaine de la santé, s'est réuni dans nos locaux.

• En mars également, Guido Maccari, de la Division des systèmes d'information électroniques à New York, a assisté l'INSTRAW pour faire des connections via ordinateur avec le siège des Nations Unies et entraîner le personnel à son usage.

• En mai, Hans van Damme, du Centre international de référence pour l'assainissement et l'approvisionnement d'eau à la communauté (IRC), de la Haye, aux Pays-Bas, a visité l'INSTRAW pour discuter les possibilités de coopération pour les femmes, l'eau et l'assainissement. □



Ci-dessus: Signature de l'accord entre le gouvernement de la République dominicaine et les Nations Unies. De gauche à droite: M. Alexandre Borg-Olivier, Mme Achie S. Lubulima, Présidente du Conseil d'administration de l'INSTRAW, Mme Dunja Pastizzi-Ferencic, Directrice de l'INSTRAW et M. Donald Reid Cabral, ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine. Ci-dessous: le siège de l'INSTRAW.



Contribution pour l'INSTRAW

Le Ministre des Affaires Etrangères de la République dominicaine, M. Donald Reid Cabral, a assisté à l'ouverture de la Septième session du Conseil d'administration en février 1987. Il a montré un profond intérêt pour les principaux sujets de recherche en cours. Dans un geste spontané et symbolique d'appréciation pour le travail de l'INSTRAW, M. Reid Cabral a fait don d'un mois de son salaire à l'Institut. La contribution a été utilisée pour entraîner le personnel à l'emploi du système d'ordinateurs récemment installé. Ceci, en échange, augmentera les capacités administratives de l'Institut; avec l'aide de la technologie moderne électronique, on peut faire davantage pour les femmes en développement. □

Le Conseil d'administration

INES ALBERDI
Espagne

BERTA TORRIJOS DE AROSEMENA
Panama

DANIELA COLOMBO
Italie

FABIOLA CUVI ORTIZ
Equateur

ELENA ATANASSOVA LAGADINOVA
Bulgarie

ACHIE SUDIARTI LUHULIMA
Indonésie

VICTORIA N. OKOBI
Nigeria

TAWHIDA OSMAN HADRA
Sudan

SIGA SEYE
Sénégal

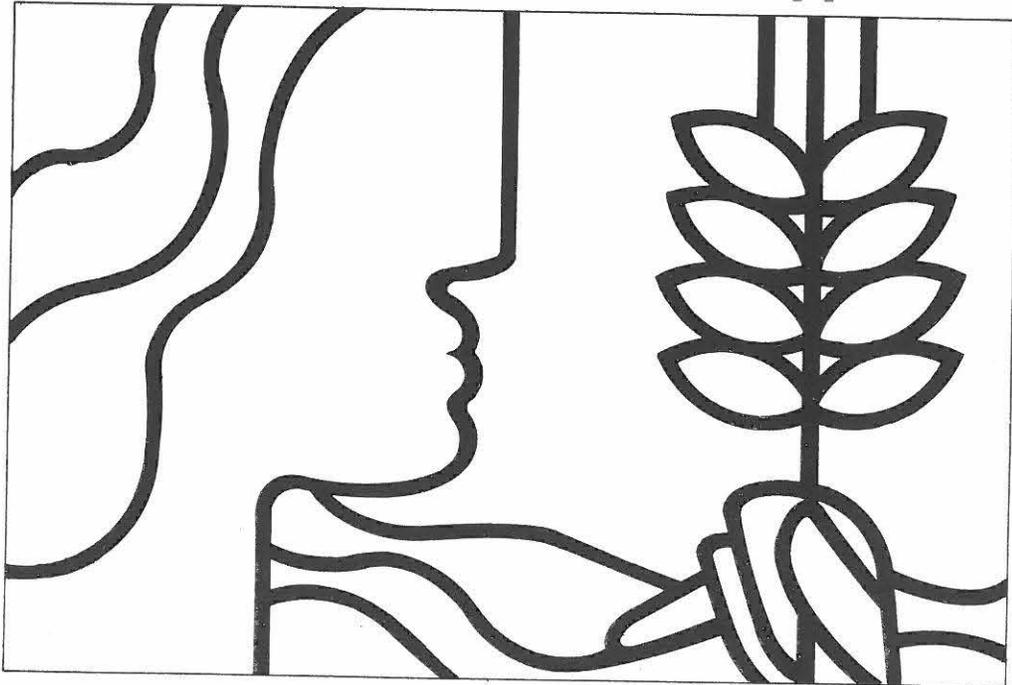
LIN SHANGZHEN
Chine

KRISTIN TORNES
Norvège

Membres de droit

Un représentant du Secrétaire général
La Directrice de l'Institut
Des représentants des cinq Commissions
économiques régionales des Nations Unies
Un représentant du Gouvernement
de la République dominicaine

Directives et listes de contrôle pour les femmes dans le développement



INSTRAW

Institut international des Nations Unies
de recherche et de formation
pour la promotion de la femme



C'EST POSSIBLE

Incorporons la question féminine à tous les niveaux du développement

La plupart des personnes qui travaillent actuellement dans le domaine du développement admettent qu'il faut tenir compte de la question féminine. Ce qui est difficile, c'est de le réaliser dans la pratique.

La tâche exige une approche polyvalente, un engagement de tous au niveau national, des politiques pertinentes, des ressources appropriées, la participation active des femmes. Même si tous ces facteurs étaient réunis, il faudrait encore en assurer, en permanence, le suivi.

Les plans et les projets de développement, qu'ils aient ou non la femme comme objectif spécifique, influent sur la vie des femmes et sont, à leur tour, influencés par la structure des relations sexuelles dans une société ou un groupe donnés. C'est la raison pour laquelle des activités de développement couronnées de succès exigent une compréhension totale de la manière dont hommes et femmes conçoivent leurs rôles et leur comportement au sein de la société, ainsi que les modifications de ces rôles sous l'effet de la modernisation.

Cependant, cette compréhension ne garantit pas pour autant que la question féminine soit envisagée correctement. Mais il existe des outils pour nous aider à atteindre cet objectif. Les directives et listes de contrôle pour la problématique de la femme dans le développement garantissent que la dimension féminine est prise en considération dans les politiques nationales et les projets individuels.*

Les directives et les listes de contrôle relatives aux femmes dans le développement, issues de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985) tiennent compte des nouvelles perspectives conceptuelles et analytiques, générées par plus de 15 ans de réflexion et de recherches sur la problématique des femmes dans le développement. Instruments d'une grande souplesse, elles peuvent contribuer à développer la capacité des planificateurs à jauger comment leurs projets vont affecter différemment les hommes et les femmes et à comprendre leurs besoins respectifs.

Les directives sont plus amples et plus générales: elles résument des commandements de type général en matière de politiques en faveur de la femme. Ainsi, quelle coordination existe-t-il entre les ministères, les organismes internationaux et les organisations féminines? Quels mécanismes de communication y a-t-il entre les planificateurs et les bénéficiaires du projet?

Les listes de contrôle sont plus détaillées et plus précises. De même qu'un pilote révise une liste de contrôle avant le décollage, les projets devront être soumis à une liste de contrôle relative aux femmes dans le développement au départ, en vol et à l'arrivée, c'est-à-dire au cours de leur élaboration, de leur exécution et de leur achèvement. La raison d'être des listes de contrôle est de servir d'aide-mémoire garantissant qu'aucun aspect du projet ne laisse la femme de côté. Par exemple, s'il prévoit de donner des cours du soir de formation professionnelle, les femmes peuvent-elles y assister? Si on installe une pompe à eau, les femmes sont-elles capables de la réparer? Si les femmes créent une coopérative y a-t-il des routes, des moyens de transport et des débouchés pour leurs produits?

Les faits prouvent que, le plus souvent, les projets n'arrivent pas à atteindre les femmes ou bien ont des conséquences négatives sur celles-ci à cause des lacunes présentes dans les phases initiales. Afin d'éviter des erreurs et des omissions onéreuses, il faut tenir compte de la variable sexuelle dès la conception des politiques et des projets.

Le jeu de directives et de listes de contrôle présenté dans ce supplément d'INSTRAW Nouvelles émane d'une réunion à Dhaka (Bangladesh, 24-29 avril 1986), organisée conjointement par l'Institut international des Nations Unies de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Centre de développement intégré pour l'Asie et le Pacifique.

Les participants, en provenance de 11 pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie en général, ont mis en commun leurs compétences pour élaborer ces directives et ces listes de contrôle axées sur le développement rural.

Il s'agissait de créer un jeu type, basé sur des principes généraux, qui pourrait, par la suite, être étoffé et adapté aux diverses réalités nationales. C'est la même intention qui préside maintenant à la publication par l'INSTRAW d'un choix de ces directives et listes de contrôle; afin qu'elles servent de matière première que nos lecteurs transformeront à leur aise. Nous vous prions instamment de les utiliser, de les modifier et de nous faire connaître vos opinions et vos commentaires.

La problématique des femmes dans le développement n'est pas facile à aborder. L'interdépendance des activités de production et de reproduction de la femme, les corrélations entre les niveaux macro-économique et micro-économique,

l'enchevêtrement des facteurs internationaux et régionaux qui ont des retombées sur la vie collective ou individuelle des femmes, tout ceci se combine pour forger le rapport complexe qui relie la femme au développement et qui déconcerte parfois les planificateurs.

Et cependant, c'est possible: la question féminine peut être présente à tous les niveaux du développement. Le potentiel féminin peut être appliqué au

développement. Cela ne sera pas aisé, cela ne se fera pas du jour au lendemain. Pour être sûr que la dimension féminine devienne un élément intrinsèque de la planification et de la programmation du développement, il faudra combiner la recherche, la formation, l'information, l'activisme et beaucoup d'efforts. Mais, de nos jours, il n'y a vraiment plus qu'une seule manière de concevoir le développement: avec la femme.

* Dans le cadre de son programme de formation, l'INSTRAW assure le suivi, l'évaluation et la mesure des résultats des directives et des listes de contrôle en matière des femmes dans le développement. Le programme comporte la compilation et la diffusion du matériel disponible, l'élaboration de directives et de listes de contrôle types, ainsi que l'application des tests de contrôle dans les pays sélectionnés.

DIRECTIVES

AU NIVEAU NATIONAL

1. Analyse de la condition féminine

- a) Une banque de données interrégionale devra stocker et diffuser les indicateurs et les informations socio-économiques sur la femme, tout particulièrement en ce qui concerne leur contribution à l'agriculture, ainsi qu'aux travaux ménagers et non agricoles.
- b) La contribution féminine aux activités agricoles et non agricoles devra être calculée dans les statistiques.

2. Volonté politique en matière de questions féminines

- a) Les objectifs et stratégies concernant le développement national doivent tenir compte des questions féminines.
- b) L'engagement national et politique doivent se traduire en actions concrètes.

- c) Un groupe régional de pression et de surveillance, formé de représentants des organisations gouvernementales et non gouvernementales, peut aider à garantir l'égalité des femmes, par exemple, en abolissant les lois discriminatoires ou en accroissant les opportunités d'instruction, de formation et d'emplois.
- d) Les programmes d'aménagement rural et agricole feront des femmes leur groupe cible et ils disposeront d'importantes ressources financières, matérielles et humaines.

3. Stratégie pour obtenir la participation de la femme

- a) La femme devra prendre part activement aux différentes phases de la conception des politiques, de la planification, de la formulation et de l'analyse, ainsi que de l'élaboration, l'exécution, la surveillance et l'évaluation des programmes, à un niveau qui garantisse une influence réelle.
- b) Dans le but d'aider la femme à affronter ses différents rôles économiques, il faudra prévoir une formation en vue du transfert de technologie, ainsi que la disponibilité de prêts, l'approvisionnement en facteurs de production, le stockage, le transport et les débouchés et services de marketing.
- c) Le système national de surveillance doit tenir compte tout particulièrement de la femme.
- d) Il faut concevoir des programmes spécifiques de formation pour améliorer les compétences des planificatrices en matière d'élaboration de politiques et de planification de programmes.

AU NIVEAU DU PROJET

1. Analyse de la situation locale

- a) L'analyse de la division sexuelle du travail dans le système de production autochtone permettra d'identifier à coup sûr les bénéficiaires du projet.
- b) Les projets de réforme agraire, la colonisation des terres en friches et l'établissement des populations pauvres et sans terres, des réfugiés et des victimes de catastrophes de la nature, permettront aux femmes d'avoir accès à la propriété foncière.
- c) L'adoption de techniques nécessitant moins de main-d'oeuvre et/ou la réorganisation de l'appareil de production ne doivent pas devenir une menace pour les activités rémunérées des femmes. Si cela s'avérait nécessaire, il faudrait leur offrir des possibilités d'emplois et des travaux de remplacement.
- d) Il faut permettre aux femmes d'avoir accès facilement à la propriété foncière, à l'eau et aux autres ressources naturelles.
- e) Il faut encourager des mesures visant à accroître la contribution active de la femme à la production agricole, en diminuant son volume de travail dans les systèmes traditionnels de tâches ménagères et agricoles.

2.1 Création de l'organisation nécessaire à l'exécution

- a) Des programmes de formation adaptés à leur besoins aideront les femmes à acquérir les connaissances techniques nécessaires, à assumer le rôle de leaders dans les organisations locales ainsi qu'à négocier salaires et conditions de travail.

b) Il faut encourager les femmes rurales à prendre part à des actions collectives et à s'organiser; détruire les barrières qui s'opposent à ce qu'elles participent, à égalité avec les hommes, aux activités économiques, sociales et politiques.

c) Il faut motiver, encourager et organiser les organisations féminines afin d'augmenter leur pouvoir de négociation lors des discussions portant sur les salaires et les conditions de travail au niveau de la communauté.

2.2 Liens verticaux et horizontaux

a) Il faudra établir des liens entre les programmes pour les femmes des différents ministères spécialisés et autres organismes, y compris les ONG, afin d'accroître leur impact et éviter les doubles emplois.

b) Les programmes complémentaires de différents ministères (comme ceux de la santé publique, de l'éducation, de la planification familiale) se renforceront mutuellement en vue d'améliorer la condition socio-économique de la femme.

c) Les voies de communication diffuseront les opinions, les besoins et les priorités des femmes rurales, depuis la base jusqu'au niveau où les politiques sont conçues.

2.3 Ressources

a) Dans les projets d'assainissement et de reboisement nationaux, il faut tenir compte de l'usage domestique que la femme fait de l'eau et du combustible.

b) Il faut établir un mécanisme pour la fourniture des facteurs de production agricoles et de services d'appui qui

répondent aux besoins spécifiques des femmes.

c) Il faut encourager l'adoption de technologies adéquates pour les activités de pré-récolte et de post-récolte, ainsi que pour les autres activités ménagères.

d) Il faut prévoir des programmes précis qui accordent des prêts institutionnels aux organisations féminines sans aval et permettent aux femmes de louer ou d'acheter, individuellement ou collectivement, des biens fonciers.

2.4. Formation des ressources humaines

a) Il est indispensable d'établir des programmes spéciaux de recrutement et de formation qui permettront d'accroître le nombre de femmes participant aux programmes de formation d'instructeurs des organismes de développement.

b) Il faut élargir la formation et la vulgarisation agricoles, en vue de renforcer les différents rôles que joue la femme dans la production agricole, la transformation, le stockage, la conservation, le transport et le marketing.

c) Il faut donner des cours de formation professionnelle pour doter les femmes des qualifications nécessaires à la création de revenus et aux activités agricoles et non agricoles.

d) Il faut offrir une formation, entre autres, en nutrition, en hygiène personnelle, en assainissement du milieu et en énergie domestique, afin d'améliorer la santé des femmes rurales et de leurs familles, et inclure la formation agricole et professionnelle des jeunes filles dans les programmes d'études.

2.5 Surveillance et évaluation

a) Il faut assurer la surveillance et l'évaluation du nombre de jeunes filles et de femmes inscrites dans l'instruction formelle et non formelle ainsi que dans les cours de formation.

b) Il faut créer un système de surveillance intégré pour évaluer chaque facteur (c'est-à-dire, les priorités établies sont-elles respectées, le pouvoir de négociation des organisations féminines s'accroît-il, les ressources parviennent-elles à la femme au moment voulu, etc.?).

2.6 Elaboration de rapports

a) Il faut créer un système de rapports qui relie la base et le niveau où les politiques sont conçues.

b) Il faut assurer une formation en rédaction de rapports et en communications, indispensable aux agents et aux femmes qui travaillent au sein du projet.

LISTES DE CONTROLE

Du fait des diversités nationales de la région Asie-Pacifique, le groupe a élaboré, pour le niveau des politiques et de la planification nationales, un jeu de listes de contrôle qui tiennent compte des principales conjonctures. Au niveau du projet, les listes de contrôle intègrent la question féminine à l'agriculture et insistent sur le rôle de la femme dans l'agro-industrie.

LISTES DE CONTROLE POUR LE NIVEAU DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION NATIONALES

1. Analyse de la condition féminine

- a) Les données sur l'emploi des femmes rurales sont-elles disponibles? Ces données sont-elles prises en considération séparément par sexe dans les études, les enquêtes et les recensements nationaux?
- b) Les organismes féminins nationaux s'occupent-ils de collecter les informations relatives à la femme

rurale et de les diffuser à toutes les institutions et organisations concernées?

- c) Les indicateurs socio-économiques concernant la femme sont-ils appropriés pour les différentes régions et pour les groupes de femmes ciblés?

2. Prise de conscience, engagement et volonté politique

- a) Existe-t-il des déclarations spécifiques de politiques en faveur de la femme dans le domaine de l'agriculture et du développement rural? Sinon, il faut introduire un chapitre concernant tout spécialement la problématique des femmes dans le développement dans les plans nationaux de développement.
- b) Parmi les projets de développement agricole et rural, combien, en pourcentage, s'intéressent-ils aux femmes (pauvres, sans terre, indigentes, etc...)?
- c) Quel pourcentage du budget ou d'autres ressources est attribué à la problématique des femmes dans le développement dans le cadre du développement rural, c'est-à-dire, le total des femmes agents de formation rurale, d'installations et de services de soutien?
- d) Existe-t-il un mécanisme pour coordonner les actions en faveur des femmes dans le développement à l'intérieur du secteur privé ou en dehors de celui-ci?

3. Politiques et mandats en faveur de la femme

- a) A quel niveau la femme participe-t-elle au développement agricole et rural, par exemple, en tant que planificatrice, en tant qu'agent de formation rurale, ou de dirigeante d'organisation?

Les femmes sont-elles les seules ciblées? De quelles catégories de femmes s'agit-il: les paysannes sans terre, etc...?

- b) Est-ce que la femme participe à l'élaboration des politiques? A quel niveau?
- c) Existe-t-il un service en faveur de la femme au sein de l'office national de planification? Dans d'autres organismes nationaux?

Ces organismes ont-ils l'autorité suffisante pour assurer la surveillance des programmes des organisations gouvernementales et non gouvernementales afin de garantir que les besoins de la femme soient satisfaits et qu'on tienne compte de ses problèmes?

Quels sont les programmes qui organisent les femmes rurales en associations autosuffisantes? Est-ce que ces organisations sont présentes et écoutées lors de la planification locale et nationale?

- d) Quels obstacles s'opposent à ce que la femme participe pleinement au processus de planification?

- problèmes légaux
- politiques et stratégies de développement
- formation et éducation
- conditions socio-culturelles (comportement, religion, etc...)

Qu'est-ce qui a été fait pour surmonter ces obstacles?

- abrogation et adoption de lois
- formation professionnelle et instruction appropriées
- prise de conscience accrue de

l'importance de la participation féminine au développement.

4. Stratégies visant la pleine participation de la femme

- a) La femme a-t-elle accès aux ressources naturelles, telles que la propriété foncière, l'eau, etc...?

Est-ce que par le biais des banques ou des coopératives les femmes disposent de prêts qui leur sont réservés? Les femmes chefs de famille ou épouses y ont-elles droit?

La femme peut-elle faire partie d'organisations collectives, telles que syndicats, coopératives, etc...?

Est-ce qu'elle peut obtenir facilement les facteurs de production, tels qu'engrais, graines, pesticides, etc...?

- b) Quelle formation est à la disposition des femmes dans les domaines de:

- la prise de conscience
- la qualification professionnelle
- la capacité à diriger?

LISTES DE CONTROLE AU NIVEAU DU PROJET

Du fait que la plupart des pays de la région Asie-Pacifique sont essentiellement agricoles, le groupe a accordé la priorité à l'agro-industrie qui peut procurer du travail à un grand nombre de femmes.

En planification rurale, les premières phases de l'élaboration d'un projet sont déterminantes. La pratique a prouvé maintes fois que, à condition d'être bien réalisée, une étude de faisabilité qui analyse la viabilité économique d'un projet permet d'éviter de nombreuses erreurs.

1. Etablissement de priorités après analyse de la situation locale et choix des groupes cibles

a) Une étude de faisabilité a-t-elle été réalisée afin d'identifier les points suivants:

- production totale du secteur agricole,
- estimation de la production excédentaire et prix,
- pourcentage de femmes parmi les producteurs,
- différents articles qui peuvent être produits, techniques disponibles et participation féminine dans le cadre de la production et des techniques envisagées,
- les femmes ont-elles la qualification requise pour l'utilisation de ces techniques ou auront-elles besoin d'un apprentissage?
- débouchés pour les produits (localement, au niveau national ou à l'exportation),
- services et structures de marketing, déjà existants ou à créer,
- nécessité de formation à donner sur place ou ailleurs,
- disponibilité de prêts, ainsi que tout obstacle ou condition préalable exigée aux femmes ainsi que les dispositions prises pour les abolir,
- offre de participation faite à la femme en vue de gérer le projet et besoins de formation en gestion,
- activités propres au projet qui peuvent être réalisées par les travailleuses chez elles et qui seront ensuite terminées au niveau central,
- services de soutien disponibles ou prévus en matière de puériculture, de santé et de transport,

- aménagements administratifs pour assurer le marketing et le perfectionnement systématique des techniques utilisées,
- comment organiser les femmes afin d'améliorer leur pouvoir de négociation,
- projections concernant l'autosuffisance du projet et la création future d'emplois destinés aux femmes,
- identification des catégories de femmes qui bénéficieront du projet.

b) Le projet est-il viable du point de vue économique? La condition socio-économique des femmes qui participent au projet sélectionné peut être déterminée à partir des données suivantes:

- distribution par âge
- niveau d'instruction
- état civil
- distribution de la population par âge et par sexe
- type de hiérarchie sociale
- branches d'activités féminines
- religion

Dans le programme gouvernemental de distribution de terres ou de biens immeubles, y a-t-il des instructions précises afin de réserver un pourcentage précis aux ménages démunis, sans terres, dont le chef de famille est une femme ou afin de les remettre conjointement aux hommes et aux femmes qui composent les familles bénéficiaires du projet?

Une étude a-t-elle considéré les techniques en usage et celles qui sont recommandées pour l'agriculture?

Une étude a-t-elle analysé les effets négatifs que les déplacements de main-d'oeuvre, les risques de

maladies professionnelles et l'accroissement de son volume de travail représentent pour la femme?

Si la réponse est affirmative, les mesures envisagées sont les suivantes: emplois de remplacement, procédés pour économiser les efforts et le temps dans l'approvisionnement en eau, en combustible et en fourrage et pour l'assainissement.

Y a-t-il des associations, des organisations, des coopératives qui travaillent en faveur des femmes?

- Combien?
- Combien de femmes en sont membres?

Les données suivantes ont-elles été recensées et calculées?

- montant de la production agricole par produits,
- nombre de femmes qui travaillent dans le secteur agricole,
- catégories des femmes qui travaillent dans le secteur agricole:
 - mariées
 - divorcées
 - veuves
 - célibataires
 - sans terre
 - pauvres

c) Quels sont les droits fonciers de la femme, son accès à l'eau et aux autres ressources du sol?

- bail
- droit de pleine propriété
- héritage

Existe-t-il une législation en la matière?

Y a-t-il des tabous sociaux ou religieux?

d) Quelle est la technologie utilisée?

- mécanisation
- traction animale
- manuelle
- types de cultures
- variétés cultivées

L'emploi de la technologie est-il possible?

Les femmes ont-elles accès à cette technologie et peuvent-elles l'utiliser?

Quel impact ont ces nouvelles technologies, par exemple, rendent-elles le travail plus facile ou provoquent-elles un déplacement de la main-d'oeuvre féminine?

Existe-t-il des types de production alternatifs?

- autres cultures
- élevage
- sylviculture
- apiculture

Quelle technique de post-récolte est nécessaire?

Quel est le degré de participation féminine à

- la prise de décision et la gestion
- semences, désherbage, récolte
- stockage
- élaboration
- marketing?

e) Les femmes peuvent-elles accéder aux facteurs de production?

- prêts
- main-d'oeuvre
- eau
- engrais et semences

f) Y a-t-il des femmes qualifiées dans le domaine de

Qui en est membre (gouvernement, ONG et groupe cible)?

- la planification
- la prise de décision
- la gestion
- le leadership
- l'élaboration
- la technique
- le marketing

g) Des dispositions ont-elles été prises pour abolir les obstacles légaux et socio-culturels?

h) Qui sont les bénéficiaires (selon les mêmes catégories qui appartiennent au secteur agricole)?

2. L'infrastructure administrative

a) Les femmes sont-elles tenues au courant de la faisabilité du projet en ce qui concerne:

- les facteurs de production
- les prêts
- l'infrastructure de marketing
- la législation et la réglementation relatives au déroulement du projet
- les conditions de l'emploi
- les organismes chargés de l'exécution
- les avantages

b) Les femmes ont-elles participé à toutes les phases de la réalisation du projet?

c) Le groupe féminin ciblé y a-t-il participé?

d) Quel est l'organisme chargé de l'exécution, de la surveillance, etc..., du projet aux niveaux local, régional et national?

e) Existe-t-il un Comité d'administration du projet?

f) Les femmes se sont-elles organisées en associations formelles/non formelles; afin d'accroître l'efficacité de leur gestion et d'augmenter leur pouvoir de négociation? Vérifiez les points suivants:

- une série de directives de travail pour ces organisations;
- liens avec des organisations de haut niveau qui pourraient garantir l'accès aux facteurs de production et aux marchés;
- liens avec les programmes des ministères spécialisés et organismes concernés par le projet.

3. Communication et coordination

a) Quel type de recherche est mené actuellement pour produire des informations à jour sur la femme?

b) Comment ces informations sont-elles diffusées? Vers qui?

c) Quels sont les mécanismes qui assurent que le projet bénéficie les femmes dans plusieurs endroits, de même que son effectivité et utilité?

d) Quelles initiatives ont été prises pour créer un comité qui coordonne le travail des divers organismes aux différents niveaux?

4. Formation des ressources humaines

a) Combien de femmes ont été engagées en tant que monitrices et quel pourcentage représentent-elles?

b) Les femmes participent-elles au cours de formation d'instructeurs?

- c) Le programme d'études du cours de formation de moniteurs et d'agents du développement rural comporte-t-il un élément féminin?
- d) Quels sont les programmes actuels de formation professionnelle en vue de la production qui préparent les femmes à la création de nouveaux revenus, les formant par exemple, en gestion, en marketing, etc...?
- e) La formation leur est-elle donnée près de chez elles ou a-t-on prévu des facilités de logement?

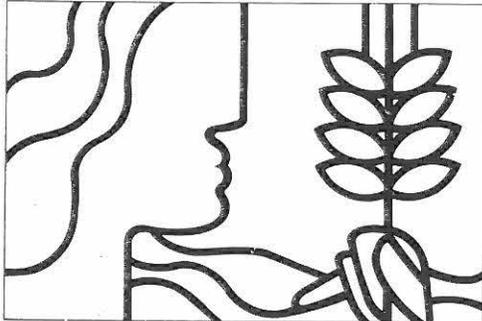
5. Surveillance et évaluation

- a) Le projet a-t-il identifié les aspects qui doivent être suivis de près et la

fréquence de cette surveillance? Les indicateurs qu'il faut mettre au point?

- b) Le projet prévoit-il une évaluation à mi-parcours ou annuelle?
- c) Quel mécanisme a été intégré au projet pour permettre des mesures correctives, à la suite de l'évaluation?
- d) A-t-on créé un système de préparation de rapports avec des formulaires spécifiques, une périodicité précise, etc...?

**Directives
et listes de contrôle**
pour les femmes dans le développement



INSTRAW



Institut international des Nations Unies
de recherche et de formation
pour la promotion de la femme
B.P. 21747

Saint-Domingue, République dominicaine,
téléphone et télécopie (809) 685-2111,
télécopie (326) 4280 WRA SD DR

Imprimé à Saint-Domingue, République dominicaine, 1987
1.500 - Français

Institut International des Nations Unies de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme

INSTRAW



Le but principal d'INSTRAW Nouvelles est de relater le travail accompli par l'Institut afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser du matériel de formation et de créer ainsi des réseaux pour la problématique des femmes dans le développement au niveau mondial. La politique éditoriale de l'INSTRAW est de sélectionner des événements, des actualités et des articles directement liés à ses programmes et à ses actions connexes.

INSTRAW Nouvelles vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées aux dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des Femmes et du Développement.

INSTRAW Nouvelles, publié en anglais, en français et en espagnol, circule à 1.000 exemplaires et sa distribution est gratuite.

Veuillez adresser les demandes d'information, et changements d'adresse à:

INSTRAW, P.O. Box 21747,
Saint-Domingue, République dominicaine,
téléphone et télécopie (809) 685-2111,
télex (326) 4280 WAR SD.

Bureau d'appui à New York:
Bureau S-2294, Nations Unies,
New York, N.Y. 10017,
téléphone (212) 754-6951.

Les articles d'INSTRAW Nouvelles peuvent être reproduits à condition de citer leur source.

Les lettres et commentaires des lecteurs sont bienvenus.